

2015

PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE

République Centrafricaine

Décembre 2014



Préparé par l'équipe humanitaire pays

PÉRIODE :

Janvier 2015 – Décembre 2015

100 %

4,8 millions (population totale)

56% de la population totale

2,7 millions

nombre estimé de personnes
nécessitant une aide humanitaire

42 % de la population totale

2 millions

nombre de personnes ciblées par
l'aide humanitaire dans ce plan.

Principales catégories de personnes dans le besoin :

0,4
millions
personnes
déplacées

0,2
millions
population hôte

1,4
millions
personnes en
insécurité
alimentaire

0,7 millions
retournés

Source: HNO, 03 Novembre 2014



612,9
millions
USD requis

RÉSUMÉ

En 2015, l'assistance humanitaire en République Centrafricaine cible 2 millions de personnes dans le besoin, en concentrant la réponse sur les urgences, la protection et le renforcement de la résilience.

Objectifs stratégiques

1. Améliorer immédiatement les conditions de vie des nouvelles personnes déplacées, en leur assurant la protection et en leur fournissant des biens et services sociaux de base.
2. Renforcer la protection des civils, y compris leurs droits fondamentaux, en particulier ceux des enfants et des femmes.
3. Augmenter l'accès aux services de base et moyens de subsistance des hommes et des femmes vulnérables.
4. Faciliter les solutions durables pour les personnes déplacées et les réfugiés notamment dans les zones de retour ou de réintégration.

Besoins financiers par cluster

Cluster	Personnes dans le besoin	Personnes ciblées	Budget requis en millions USD
Sécurité alimentaire	1 520 000	1 200 000	195
Protection	2 700 000	2 000 000	72,5
Moyens de subsistance et stabilisation communautaire	1 400 000	1 000 000	80
Santé	2 000 000	1 472 000	63,2
Abris et Non vivres	700 000	600 000	39,2
Education	1 400 000	551 000	29,9
Eau hygiène et assainissement	2 300 000	1 400 000	44
Nutrition	195 788	119 900	32,9
Coordination et gestion des camps		171 000	12,9
Intervention auprès des réfugiés	8 000	8 000	11,2
Coordination	NA	NA	10
Logistique	NA	NA	19
ETC	NA	NA	3
TOTAL			612,9

Octobre 2014, Bangui, RCA: Avec près de deux tiers des écoles fermées dans le pays en conséquence des combats et de l'insécurité, Joseph, 12 ans, n'a pas pu suivre ses cours depuis Décembre 2013. Il aspire à continuer ses études, grandir, trouver un travail et prendre soin de ses parents. Credit: OCHA/Gemma Cortes.

Principaux aspects de la stratégie de réponse

Le Plan de réponse humanitaire (PRH) est élaboré pour répondre à la crise complexe et continue de la Centrafrique en se basant sur les besoins humanitaires identifiés durant le processus d'analyse des besoins (HNO), qui a retenu 3 domaines spécifiques, à savoir l'urgence, la crise chronique et la prévention des risques, à partir desquels 4 objectifs stratégiques ont été fixés.

La stratégie planifie des réponses aux besoins identifiés comme les plus critiques dans les sous-préfectures prioritaires à travers des interventions pour sauver la vie, alléger la souffrance et renforcer la protection de la population affectée, avec une attention particulière aux femmes et aux enfants qui sont les plus touchés par les conflits et les violences basées sur le genre.

Au-delà des personnes directement affectées, la stratégie vise également les familles et les communautés d'accueil, qui sont les premiers pourvoyeurs de l'assistance aux déplacés bien qu'elles soient elles-mêmes affectées par la crise.

Le plan s'efforce également de contribuer au relèvement précoce des populations et des communautés affectées en renforçant leurs capacités de résilience ainsi que leurs liens sociaux communautaires.

Cette stratégie prend en considération les retours qui s'observent déjà dans certaines zones. Tout en évitant les perspectives de longue durée, elle planifie d'accompagner le retour volontaire des déplacés en appuyant les services sociaux de base et les moyens de subsistance pour que les retours puissent se faire sur une base volontaire et dans des conditions de dignité et de respect de l'intégrité humaine.

L'accès étant la condition sine qua non pour toute intervention humanitaire, les priorités de la stratégie s'accompagnent du plaidoyer pour l'amélioration de l'espace humanitaire et le respect des principes de l'humanité, de l'impartialité, de la neutralité et de l'indépendance opérationnelle des acteurs humanitaires.

Cette stratégie humanitaire est cohérente avec le Programme d'Urgence et de Relèvement Durable (PURD) du gouvernement de transition. Les 4 objectifs stratégiques s'inscrivent dans le pilier 2 du PURD, relatif à l'assistance humanitaire et au soutien au retour des déplacés internes et des réfugiés.

PRINCIPAUX DOMAINES HUMANITAIRES

- 1 Urgence : réponse rapide et efficiente aux nouvelles urgences, y compris les nouveaux déplacements.
- 2 Protection de la population civile affectée par la crise, en particulier les femmes et les enfants.
- 3 Crise chronique : poursuite de la réponse humanitaire aux personnes et aux communautés affectées par les déplacements prolongés, et dont l'accès extrêmement limité aux services sociaux de base et aux moyens de subsistance augmente la vulnérabilité.
- 4 Faciliter les solutions durables pour les déplacés internes et les réfugiés, et prévenir les risques de détérioration.

Aperçu des besoins humanitaires:
<http://car.humanitarianresponse.info>

SOMMAIRE

RÉSUMÉ.....	1
SOMMAIRE	3
STRATÉGIE.....	5
OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET INDICATEURS.....	18
PLANS D'ACTION DES CLUSTERS	20
Santé	21
Moyens de subsistance et stabilisation communautaire	23
Protection.....	25
Eau, Hygiène et Assainissement	28
Sécurité Alimentaire.....	30
Abris et Non-vivres	32
Nutrition	34
Coordination et Gestion des sites (CCCM)	36
Education.....	38
Logistique	40
Télécommunications d'urgence	42
Intervention auprès des réfugiés.....	44

République Centrafricaine: Carte de référence



- ★ Capitale nationale
- ⊙ Capitale de préfecture
- Localités
- Frontière internationale
- Frontière indéterminée¹
- Frontière de préfecture

Clause de non responsabilité: Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

STRATÉGIE

Situation du pays en 2014

La République Centrafricaine (RCA) traverse une crise complexe et continue depuis les événements de 2013. La dégradation des infrastructures socio-économiques, le faible redéploiement de l'Etat et des services techniques dans les préfectures, l'effritement de la cohésion sociale et du tissu socio-économique à la suite des crises récurrentes et violentes, ont eu des conséquences humanitaires considérables, provoquant les déplacements de milliers de personnes. La situation sécuritaire s'est améliorée quelque peu en particulier à Bangui, et dans l'Ouest du pays, permettant le retour d'une partie des déplacés, mais reste toujours extrêmement volatile aussi bien en milieu urbain que rural et sur les axes routiers avec des affrontements fréquents entre des éléments anti-Balaka et ex-Seleka, des attaques contre la population civile et une montée forte de la criminalité. La pauvreté en milieu rural et urbain s'est aggravée : la RCA qui était classée 179^{ème} en 2011 dans l'indice de développement humain est passée au rang de 185^{ème} pays sur 187 en 2013.

Les conflits ont eu des conséquences humanitaires sans précédent sur les populations de Bangui et ses environs et dans plusieurs régions du pays. Les autorités ne sont pas préparées et n'ont pas les moyens de répondre à ces besoins. En effet, depuis le début de la crise, environ 1 million de personnes se sont déplacées à l'intérieur de la Centrafrique alors que plus de 423 000 personnes (au 17/11/2014) se sont exilées dans les pays voisins, provoquant un impact certain sur les populations de ces pays hôtes. A l'intérieur même du pays, des populations se retrouvent « enclavées » et privées de leur liberté de mouvement, certains se déplacent vers des sites ou des familles d'accueil, d'autres se réfugient en brousse sans pouvoir recevoir aucune assistance, des migrants économiques ont été évacués par les pays tiers, et des populations binationales, ou sans nationalité, ou sans documentation, se retrouvent privées de droit et protection. Les communautés ou familles d'accueil sont elles-mêmes fragilisées et ne reçoivent pas l'assistance adéquate.

La situation des services sociaux de base en Centrafrique s'est nettement dégradée. Les formations sanitaires publiques manquent de médicaments essentiels et de matériels médicaux, et une partie du personnel médical n'est pas en place. Ce sont presque 2 années scolaires complètes que les élèves n'ont pu suivre. Plus de 30% de la population vit dans l'insécurité alimentaire et manque d'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement. Entre 6 000 et 10 000 enfants ont été recrutés et sont utilisés dans les groupes armés. De nombreux cas de violences sexuelles et de violences basées sur le genre continuent d'être rapportés, y compris parmi les personnes déplacées, le plus souvent par le fait d'hommes armés. Des enfants sont séparés de leurs familles et d'autres se retrouvent non accompagnés lors des déplacements forcés suite aux affrontements des groupes armés. Toutefois 55 % des formations sanitaires continuent à fournir des soins à la population (HeRAMS 2014) et environ 50% d'écoles ont rouvert.

Le niveau d'urgence L3 a été déclaré en décembre 2013 et prolongé à trois reprises jusqu'à mi-juin 2015, pour permettre d'accélérer et renforcer la réponse humanitaire face à l'ampleur de la crise, et de continuer le plaidoyer quant à l'immensité des besoins qui ne peuvent être adressés sans un environnement amélioré tant sur le plan politique que sécuritaire.

Les acteurs humanitaires ont considérablement renforcé leur présence et leurs actions en 2014, passant de 47 organisations présentes en décembre 2013 à 105 en octobre 2014. La communauté internationale a apporté une réponse aux besoins prioritaires dans un contexte de quasi-absence de toute structure étatique dans plusieurs régions du pays. Plus de 2,5 millions de personnes sur les 4,6 millions d'habitants que compte la RCA dépendent de l'assistance humanitaire pour l'un ou plusieurs de leurs besoins vitaux. La consolidation du déploiement humanitaire, et la mise en place d'un système d'alerte précoce au niveau des communautés contribuent à protéger la population à risque et à pourvoir à leurs besoins de base. Le maintien de l'espace humanitaire reste un défi majeur. 20 travailleurs humanitaires ont été tués dans des attaques de groupes armés depuis septembre 2013.

Le Gouvernement de transition de la RCA a élaboré un Programme d'Urgence et de Relèvement Durable (PURD) qui s'étend de 2014 à 2016, et associe les actions d'assistance humanitaire et de relèvement afin de renforcer son objectif global de lutte contre la pauvreté. L'objectif principal du pilier relatif à l'assistance humanitaire est de fournir aux déplacés internes et aux retournés une assistance multisectorielle nécessaire à leur survie et de favoriser leur retour et leur réinsertion sociale. Une consultation régulière est faite entre la communauté humanitaire et le Gouvernement à travers le ministère des Affaires Sociales et de l'Action Humanitaire afin de mieux coordonner les efforts des humanitaires et ceux des autorités, et pour faire le lien entre le PRH 2015 et le PURD.

La gendarmerie nationale et la police sont faiblement redéployées, avec peu d'équipements et des moyens de déplacement qui limitent leur efficacité. Destiné à stabiliser la situation, le déploiement des forces militaires internationales dans le pays à partir de décembre 2013 a amélioré la sécurité dans certaines régions de la RCA. Les troupes de la MISCA (UA) et de l'opération SANGARIS (France) sont restées les seules forces de maintien de l'ordre dans la plus grande partie du pays jusqu' à juin 2014, où la force européenne EUFOR a été déployée et a renforcé la sécurité dans la ville de Bangui. La Mission Intégrée multidimensionnelle de Stabilisation des Nations Unies en République centrafricaine (MINUSCA), s'est déployée le 15 septembre 2014, avec le mandat de protéger les civils, de restaurer l'ordre, d'aider à rétablir l'état de droit et la justice, et de protéger l'action humanitaire. La mission prévoit son plein déploiement sur l'ensemble du pays d'ici à juin 2015.

Tout en reconnaissant l'engagement des bailleurs des fonds, l'insuffisance de financements au vu des besoins identifiés reste toujours un défi. Au 16 décembre 2014, 67% des 555 MUSD requis dans le PRH 2014 étaient financés.

Principaux facteurs de la crise

Politique : le gouvernement national de transition reste fragile, avec 2 gouvernements qui se sont succédé au cours de 2014. Les institutions étatiques doivent être renforcées au niveau national et dans les provinces, avec beaucoup de défis liés notamment à la bonne gouvernance, qui sont à la base de plusieurs maux tels que l'insécurité, la corruption, le dysfonctionnement des services publics. Malgré les efforts des autorités et des forces internationales, le contrôle de la circulation d'armes demeure un défi majeur.

Conflits armés : en dépit de l'accord de cessation des hostilités négocié à Brazzaville, des groupes armés et des factions de certains groupes continuent à mener des attaques sur la population civile, y compris les populations déplacées. Des violations graves des droits de l'homme sont rapportées dans toutes les régions où il y a des affrontements, cycles d'attaques et de représailles entre des groupes qui nouent des alliances et des contre-alliances pour le contrôle des ressources naturelles, le positionnement politique, le contrôle du territoire ... A l'Est du pays, dans le Haut Mbomou, une présence d'éléments de la LRA est toujours signalée, entretenant l'insécurité dans cette zone.

Criminalité : au-delà des attaques des groupes armés, on assiste également à une forte augmentation de la délinquance et de la criminalité à Bangui et dans plusieurs autres villes du pays, y compris sur les travailleurs humanitaires.

Absence/désarticulation des services de l'Etat (santé, éducation, eau, sécurité, justice) : l'absence des services et des institutions de l'Etat dans la plupart des régions reste une entrave à l'accès des populations aux services de base et à l'établissement de l'Etat de droit. Le dysfonctionnement des registres de l'Etat-civil qui entrave l'enregistrement des naissances et l'octroi des cartes d'identité nationale pourrait dans le long terme accroître les risques d'apatridie. Par ailleurs, le dysfonctionnement du cadastre public pourrait également engendrer des conflits fonciers. Couplée à la pauvreté, la faible disponibilité des services de base aux populations accroît leurs vulnérabilité, y compris dans les préfectures non touchées directement par les conflits qui n'ont, dès lors, pas de capacité de réagir en cas de crise humanitaire soudaine.

Impunité et absence du système judiciaire : l'effondrement de l'appareil judiciaire – existant mais extrêmement faible - sur l'ensemble du pays laisse régner un sentiment d'impunité généralisée. L'insuffisance de personnel formé, le manque de protection des auxiliaires de justice, la faiblesse des institutions, les pressions et la corruption, sont autant de facteurs qui entravent les actions en justice.

Tensions intercommunautaires : les tensions intercommunautaires résultent de la conjonction de plusieurs facteurs, notamment les effets des années de crise économique dans le pays, l'aggravation de la pauvreté, la mauvaise gouvernance, l'insécurité, la prolifération d'armes légères, la porosité des frontières, les incursions d'hommes armés qui pillent et brûlent les villages, ainsi que de l'inégal accès des différentes communautés centrafricaines à l'éducation supérieure et aux sphères d'activités économiques lucratives comme le commerce et l'exploitation minière. La crise militaro-politique de 2013 a provoqué les déplacements de centaines de milliers de personnes ou le maintien de certaines communautés minoritaires dans des situations d'enclavements.

Economique et social : l'effondrement du tissu économique ces dernières années, le manque d'investissement, la diminution du commerce, la fermeture de plusieurs sociétés génératrices d'emploi, sont des facteurs essentiels dans la chute du revenu de ménage, l'augmentation de la pauvreté, le chômage massif des jeunes désœuvrés, sans avenir et facilement manipulables, qui constituent une cible facile pour le recrutement par les groupes armés.

Scénario probable

Hypothèses de planification

La planification se fonde sur les hypothèses suivantes :

- **La transition politique est un processus long et complexe** : les tensions politiques perdurent avec de possibles épisodes de violences, y compris autour du processus des élections présidentielles prévues pour mi-2015.
- **La cohésion sociale demeure extrêmement fragile** : malgré les efforts de réconciliation menés par les leaders politiques, communautaires, religieux et les ONGs pour rétablir la confiance entre les communautés, les éléments armés continuent à alimenter les tensions et les violences entre les communautés.
- **La situation sécuritaire s'améliore partiellement dans la capitale et en général à l'Ouest du pays, mais reste volatile dans le reste du pays** : les forces de sécurité et le système judiciaire de la RCA ne sont pas encore restaurés sur l'ensemble du pays, et le déploiement de l'effectif complet de la MINUSCA n'est attendu qu'au deuxième trimestre 2015 ; les affrontements entre factions armées, anti-Balaka et ex-Seleka, pourraient continuer.
- **La crise de protection perdure** : les populations continuent à être attaquées en toute impunité par les groupes armés, avec des violations graves du Droit International Humanitaire et des droits humains fondamentaux, les femmes et les enfants restant les plus vulnérables.
- **La criminalité augmente** : le nombre d'actes criminels et délictueux est en augmentation, aggravant la perception de l'insécurité pour les populations civiles, en l'absence de réponse policière et judiciaire, y compris des actes visant les humanitaires par des groupes armés et par des criminels qui profitent de l'absence d'état de droit.
- **La situation économique et sociale demeure fragile** : suite au redéploiement très lent des autorités de l'état sur le territoire national, l'affaiblissement du tissu économique et la présence de coupeurs de routes sur les axes principaux, l'économie presque inexistante reste insuffisante pour répondre aux besoins de la population. Les grands investisseurs ne vont pas encore revenir en RCA, l'exploitation des mines risque de ne pas être une source de revenus pour l'Etat dans les mois à venir. Le pays comptera encore sur l'aide internationale, tout en travaillant sur divers mécanismes pour améliorer les recettes et attirer les investisseurs étrangers. Toutefois, l'initiative du fonds Bekou devrait être un des premiers noyaux de relance de certains secteurs sociaux de base.
- **L'aide humanitaire reste nécessaire pour la survie des populations affectées** : vu que les autorités n'ont pas encore la capacité de répondre à tous les besoins des populations affectées, ces dernières vont continuer à compter sur l'aide humanitaire internationale pour répondre à leurs besoins vitaux. Les moyens de subsistance de la population affectée sont aussi menacés par une saison culturale ratée et des stocks pillés par des groupes armés
- **Réduction de l'espace humanitaire** : La préservation de l'espace humanitaire et la protection des civils sont un défi majeur dans un contexte où des groupes armés morcelés et déstructurés n'ont pas de contrôle effectif sur leurs éléments.
- **Dimension régionale de la crise** : les Etats voisins continuent à jouer un rôle dans la crise, y compris comme acteurs influents avec les parties en conflit et comme Etats hôtes des populations qui traversent les frontières suite aux violences.
- **Les risques liés à la transhumance** : la transhumance transfrontalière entre la RCA et les pays de la région va continuer. Elle représente des risques à la fois pour les populations vivant proche des couloirs de la transhumance mais aussi pour les transhumants eux-mêmes. Il importe de bien l'appréhender et comprendre les dynamiques afin de pouvoir anticiper et gérer ses conséquences humanitaires.

Scénario retenu

La situation en Centrafrique demeurera complexe, alliant une stabilité politique précaire, une faible reprise de l'autorité de l'Etat et du redéploiement des services publics, avec des épisodes de violences et des déplacements.

- Les élections pourront être facteur de déstabilisation de certaines zones.
- Les affrontements entre anti-Balaka, ex-Seleka et d'autres groupes armés ainsi que les attaques sur la population civile et la montée de la criminalité vont exacerber l'insécurité et contribuer à la détérioration de la situation humanitaire. Des régions instables et stables vont coexister à travers le pays.
- La reprise économique sera inégale, et soumise aux conditions de sécurité. La reprise effective de l'Etat dans l'administration des facteurs sociaux sera lente et conditionnera la réponse de l'Etat dans l'accès des populations aux besoins vitaux. Dans ce contexte, une aide massive tant humanitaire que de développement reste nécessaire.
- L'accroissement de l'insécurité et les changements climatiques pourront avoir des conséquences dramatiques sur les mouvements de transhumance.
- Les récoltes fortement en-dessous de la moyenne pré-crise et l'insuffisance de stocks détermineront l'installation précoce de la période de soudure avec un risque de détérioration de la situation de l'insécurité alimentaire et plus de recours aux mécanismes de survie négatifs.
- Ce scénario aura des conséquences humanitaires telles qu'occasionner de nouveaux déplacés dans les zones de conflit. Le volume de populations déplacées fluctuera, mais diminuera légèrement au niveau global, avec aussi une prévision de retours dans certaines zones se stabilisant.
- Le rôle des pays de la sous-région restera important comme Etats hôtes pour les réfugiés et comme acteurs dans la médiation et dans la stabilisation de la situation en RCA, ainsi que le déploiement de la mission MINUSCA dans le processus de stabilisation du pays.

Etendue et limites du Plan de Réponse Humanitaire

Le PRH planifie de janvier à décembre 2015 des réponses aux besoins prioritaires identifiés par le HNO comme les plus critiques, au travers d'interventions pour préserver la vie, soulager la souffrance et renforcer la protection de la population affectée. Néanmoins, la stratégie demeure flexible pour s'adapter au contexte volatile de la Centrafrique afin de répondre efficacement et à temps aux nouveaux besoins humanitaires qui pourraient surgir en cours d'année, mais qui s'inscrivent généralement dans les axes stratégiques définis.

La stratégie est circonscrite, de manière générale, dans le cadre du mandat de l'intervention humanitaire d'urgence. Néanmoins, le plan fait le lien avec le relèvement précoce des populations et des communautés ciblées, en intégrant la résilience dans toutes les planifications sectorielles.

Le PRH prend en compte les interventions des acteurs agissant en dehors du plan tels que CICR, FICR et MSF.

Les contraintes opérationnelles relatives à la sécurité et à l'accès sont également prises en considération.

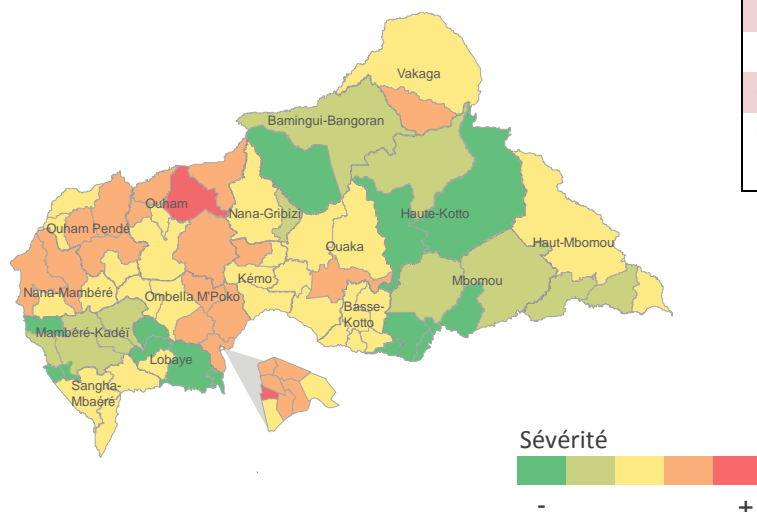
Par ailleurs, bien que l'épidémie Ebola soit un risque réel pour la population centrafricaine (la province de l'Equateur en RDC, qui partage une frontière avec la RCA était il y a encore quelques semaines en épidémie), le PRH ne prévoit pas de budget spécifique pour une éventuelle riposte. Néanmoins, le gouvernement a mis en place un contrôle aux frontières et un plan de contingence est préparé avec les autorités sanitaires pour une réponse éventuelle.

Couverture géographique

L'analyse de la vulnérabilité s'est faite en considérant la sous-préfecture comme entité administrative pour la collecte des données et l'analyse des besoins autour des 3 domaines retenus par le HNO (urgence, crise chronique et prévention des risques). Les résultats de l'analyse ont permis d'élaborer une cartographie de sous-préfectures prioritaires par domaine et également par superposition de tous les 3 domaines.

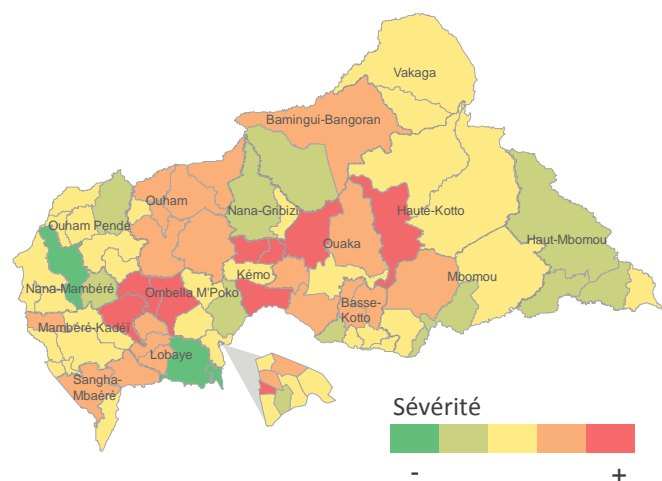
Cartes des zones prioritaires par domaines identifiés dans le HNO

Urgence



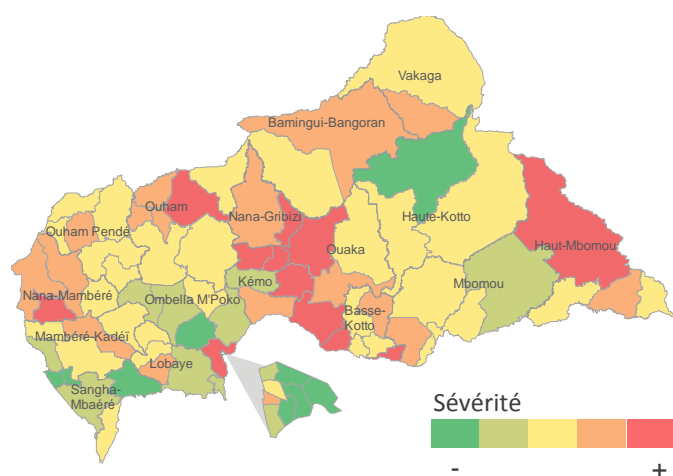
Prefectures	Sous-prefectures
Bangui	1er, 2e, 3e, 4e, 5e, 8e arrondissements
Ombella M'Poko	Bimbo, Boali, Bogangolo, Damara
Kémo	Dékoa
Nana Mambéré	Baboua, Bouar
Ouaka	Bambari
Ouham	Batangafo, Bouca, Kabo, Markounda

Crise Chronique/déplacements prolongés



Sous-préfectures hautement prioritaires	
Préfectures	Sous-préfectures
Bamingui Bangoran	Ndélé
Bangui	3e, 4e, 5e Arrondissements
Basse Kotto	Alindao, Mingala
Haut Mbomou	Bambouti
Haute Kotto	Bria
Kémo	Dékoa, Mala et Ndjoukou
Lobaye	Boda, Boganangone et Boganda
Mambéré Kadéï	Amada-Gaza, Gadzi
Mbomou	Bakouma
Ombella M'Poko	Bossembélé et Yaloké
Ouaka	Bakala, Grimari, Ippy Kouango
Ouham	Batangafo, Bossangoa, Bouca, Kabo, Markounda, Nana Bakassa
Sangha Mbaéré	Bambio, Nola

Prévention des risques



Sous-préfectures prioritaires	
Préfectures	Sous-préfectures
Bamingui Bangoran	Ndélé
Bangui	3e Arrondissement
Basse Kotto	Mingala, Satéma et Zangba
Haut Mbomou	Djemah et Obo
Kémo	Dékoa, Mala et Ndjoukou
Lobaye	Boda
Mambéré Kadéï	Carnot
Mbomou	Gambo
Nana Gribizi	Kaga-Bandoro et Mbrès
Nana Mambéré	Abba, Baboua et Bouar
Ombella M'Poko	Bimbo
Ouaka	Bakala, Bambari, Grimari et Kouango
Ouham	Batangafo, Markounda, Nana Bakassa et Nangha Boguila
Ouham Péné	Bocaranga
Vakaga	Ouanda-Djallé

Sous-préfectures prioritaires identifiées par superposition des 3 domaines de vulnérabilités du HNO

Nord: Ouham (Batangafo, Bouca, Kabo, Markounda, Nana Bakassa, Nangha Boguila)

Sud: Basse kotto (Mingala, Satéma), Ombella M'Poko (Bimbo),

Centre: Kémo (Dékoa, Mala, Ndjoukou), Ouaka (Bakala, Bambari, Grimari, Kouango)

Ouest: Nana Mambéré (Abba), Ouham Péné (Bocaranga)

Bangui : 3e et 5e Arrondissements

Couverture démographique : l'ensemble de la population de la Centrafrique (4,8 millions de personnes) est affectée par le conflit. 2,7 millions de personnes sont considérées en besoin d'assistance humanitaire, y compris les personnes en insécurité alimentaire, les personnes déplacées, les familles d'accueil et les retournés. Le PRH cible 2 millions de personnes.

Couverture sectorielle : le PRH 2015 implique onze secteurs/clusters, à savoir la santé, la protection, l'eau l'hygiène et l'assainissement, la sécurité alimentaire, la nutrition, les non-vivres, l'éducation, les moyens de subsistance et stabilisation des communautés, la logistique, les télécommunications et la coordination et gestion des camps. Les besoins des réfugiés seront du ressort de l'assistance multisectorielle aux réfugiés alors que les

rapatriés spontanés seront pris en charge par les clusters opérationnels. Le genre, l'accès, la protection, la redevabilité et la cohésion sociale, sont pris en compte comme éléments transversaux dans les clusters.

Personnes affectées et personnes ciblées

1. Chiffres de planification

Types de population	Chiffres au 31/10	Estimation 2015	Observations
Déplacés	430 000	408 000	Il y aura de nouveaux déplacements mais également des retours significatifs
Retournés	522 500	709 500	187 000 retournés projetés en 2015 plus 522 500 ex IDPs qui sont retournés en 2014
Population hôte	230 000	218 000	Le nombre de la population hôte variera en fonction de nouveaux déplacements et des retours
Réfugiés en RCA	7 966	8 000	Chiffre arrondi à 8 000 pour la planification
Populations enclavées	36 276	36 300	Comprend les enclaves dans 9 localités
Autres populations vulnérables	2 000 000	2 000 000	inclus 1,4 M de personnes en insécurité alimentaire (analyse IPC); populations dans la zone de transhumance; populations dans les zones les plus à risque

Principaux aspects de la stratégie

Dans ce contexte d'urgence complexe et prolongée où le droit et les principes humanitaires sont bafoués, l'assistance humanitaire, la protection et l'accès aux populations affectées, demeurent une priorité absolue. Le PRH 2015 rappelle les principes humanitaires gouvernant son action et son engagement auprès des populations affectées, et suggère les moyens de pallier aux contraintes affectant l'accès.

Les populations civiles victimes des combats entre groupes armés, les minorités en danger privées de leur liberté de mouvement, les personnes déplacées ainsi que les communautés touchées par l'exacerbation des tensions sociales, interethniques ou interconfessionnelles, recevront une assistance humanitaire et une protection appropriée consistant à préserver des vies et à alléger les souffrances.

Une attention particulière est consacrée aux femmes et aux enfants. Les femmes centrafricaines sont particulièrement affectées par les violences basées sur le genre perpétrées essentiellement par les groupes armés et doivent recevoir une assistance appropriée et spécifique. Les femmes demeurent également des actrices essentielles pour la résolution des conflits au niveau communautaire et du relèvement immédiat de leur foyer familial. Elles doivent donc recevoir un soutien à leur mesure. Les enfants victimes de la crise centrafricaine sont particulièrement touchés par la malnutrition aigüe, par le manque d'accès à l'éducation mais aussi par le recrutement et l'utilisation forcés par les groupes armés. Une forte mobilisation auprès de ces enfants est nécessaire pour leur rendre l'espoir d'un futur meilleur.

Tenant compte de certains progrès initiaux en matière de stabilisation, notamment dans quelques zones urbaines, réalisés par l'autorité nationale de transition, les autorités locales, la société civile, la plateforme interconfessionnelle, les organisations internationales ainsi que la MINUSCA, il est primordial de contribuer au relèvement précoce des populations affectées et retournées en restaurant et en renforçant leurs capacités de résilience ainsi que leurs liens sociaux communautaires, tout en consolidant leur accès aux services sociaux de base et en favorisant leur réinsertion dans le tissu économique.

1- La réponse planifiée

Sur base des principaux besoins identifiés dans le HNO, la réponse suivra 4 axes principaux :

- Améliorer immédiatement les conditions de vie de nouvelles personnes déplacées, en leur assurant la protection et en leur fournissant des biens et services sociaux de base : il s'agit d'assurer une réponse à temps et efficiente aux nouvelles urgences incluant de nouveaux déplacements.
- Renforcer la protection des civils, y compris leurs droits fondamentaux, en particulier ceux des enfants et des femmes : la crise complexe et prolongée centrafricaine, due principalement aux conflits armés, est essentiellement une crise de protection. La stratégie de réponse nécessite un accent particulier sur la protection des droits fondamentaux des civils, et en particulier ceux des enfants et des femmes qui subissent lourdement les effets de la crise. Par ailleurs, il est essentiel d'impliquer les communautés dans la recherche des solutions à la fois pour prévenir de nouvelles escalades et pour atténuer les effets violents de la crise. Cette implication passe par l'appui à l'établissement d'un dialogue constructif à l'intérieur des communautés et entre les communautés en valorisant les solutions basées sur le genre et en renforçant les approches de cohésion sociale.
- Augmenter l'accès aux services sociaux de base et les moyens de subsistance des hommes et des femmes vulnérables, y compris ceux affectés par les déplacements prolongés : il ressort de l'analyse multisectorielle des besoins et des résultats des récentes enquêtes nutritionnelles que le faible accès des populations aux services de base, notamment la santé et l'eau, et l'insuffisance des moyens de subsistance sont parmi les causes qui maintiennent la population dans un état de précarité et de vulnérabilité. Les personnes affectées par les déplacements prolongés et multiples sont encore plus concernées parce qu'elles sont contraintes de vivre en dehors de leurs habitations, privées d'accès à leurs sources de revenus et parce qu'elles risquent de ne pas avoir toute l'attention nécessaire de l'intervention humanitaire d'urgence. La stratégie vise donc une augmentation d'accès aux services de base et des moyens de subsistance des populations ciblées.
- Faciliter les solutions durables pour les personnes déplacées et les retournés notamment dans les zones de retour ou de réintégration: tout en restant focalisé sur l'assistance humanitaire d'urgence, la stratégie vise à favoriser les conditions d'un retour durable des populations déplacées internes et réfugiées. Elle vise également la consolidation des acquis de la réponse d'urgence en renforçant la résilience et le relèvement précoce des populations affectées. Quant aux réfugiés en RCA, la stratégie vise à assurer leur protection et améliorer leur condition de vie.

Les axes de la stratégie s'accompagnent d'un plaidoyer pour l'amélioration de l'accès humanitaire et le respect des principes humanitaires. Elle intègre également l'amélioration des capacités des ONGs nationales et le renforcement des capacités du Gouvernement et des autorités locales.

2- Renforcer l'accès

L'accès est la condition sine qua non de l'assistance. Il vise la capacité des acteurs humanitaires à accéder aux populations dans le besoin et la capacité de ces populations à bénéficier de la protection et de l'assistance.

Dans une situation de troubles civils et de conflits armés, où l'Etat n'est pas à même de répondre aux besoins vitaux et de protection de sa population, la responsabilité de permettre et de faciliter l'accès de l'assistance incombe à toutes les parties prenantes.

- Le respect des principes d'humanité, d'indépendance, de neutralité et d'impartialité auxquels adhère l'ensemble des organismes humanitaires, doit être constamment rappelé à tous comme étant le socle sur lequel l'aide humanitaire pourra atteindre ses objectifs, en garantissant un accès sûr et durable des acteurs humanitaires auprès des populations.
- Le renforcement de la communication et l'implication des communautés affectées et de leurs leaders sont des facteurs indispensables et essentiels pour améliorer la perception et l'acceptation de l'assistance humanitaire. Il est important de s'assurer de la compréhension et de l'adhésion des populations aux programmes qui les concernent, dans le respect du principe « Ne pas nuire » et dans le souci de réduction de la dépendance vis-à-vis de l'aide.
- Les groupes armés constituent des acteurs incontournables dans certaines zones du pays et peuvent tenter d'interférer dans l'action humanitaire ou d'en contraindre l'indépendance. Il est indispensable de travailler auprès de ces groupes pour le respect des principes fondateurs de l'action humanitaire, et donc le respect de l'espace humanitaire.
- Enfin, les acteurs humanitaires doivent convenir collectivement des règles d'usages des biens militaires, y inclus le recours aux escortes armées, comme étant toujours de dernier ressort.

- Le déploiement de la MINUSCA à travers le pays devrait permettre plus d'accès ou un accès plus sûr à certaines zones actuellement inaccessibles à cause de l'insécurité.

3- Le RRM

Le mécanisme de réponse rapide (RRM) est l'outil de la communauté humanitaire pour la conduite d'évaluations multisectorielles (MSA) dans les zones où il y a un manque d'acteurs humanitaires pour conduire une évaluation rapide. Suite à un choc ayant entraîné des conséquences humanitaires, les équipes (MSA) du RRM sont immédiatement déployées afin de collecter des données sur les vulnérabilités que présentent les populations de la zone affectée, dont les résultats sont partagés largement avec l'ensemble de la communauté humanitaire au travers des mécanismes de coordination en place afin de déterminer les stratégies d'interventions adéquates. Coordonné par UNICEF avec le soutien d'OCHA, le RRM, via ses partenaires ONGI de mise en œuvre, intervient partout dans le pays.

Les interventions d'urgence RRM constituent un outil de dernier recours dans les secteurs abris/biens non-alimentaires et eau hygiène et assainissement, et font partie intégrante de la stratégie sectorielle de réponse des clusters concernés. Les demandes d'interventions des équipes RRM sont validées par les clusters en question à travers le comité de pilotage, en s'assurant qu'aucun autre partenaire n'a les capacités d'intervenir urgemment pour répondre aux besoins critiques identifiés. Grâce à sa stratégie de pré-positionnement de stock et de préfinancement d'équipes dédiées, le RRM est capable et disponible pour répondre rapidement. Des partenariats avec le PAM et la FAO sont en cours de développement afin de permettre la distribution d'urgence de vivres et de kits maraîchers lorsque des besoins critiques ont été identifiés dans ces secteurs.

4- Fonds Commun Humanitaire (CHF) et Fonds Central d'Intervention d'Urgences (CERF)

En mettant les ressources en commun, le Fonds commun humanitaire (CHF) amplifie l'impact des contributions individuelles et permet de répondre en temps opportun à la crise de grande ampleur qui secoue la RCA. Le CHF est un fonds dédié au pays, supervisé par la Coordinatrice Humanitaire Principale (SHC). Il est géré par OCHA et étroitement aligné sur les activités des clusters définies dans le PRH. S'appuyant sur les recommandations de la communauté humanitaire, la SHC est l'ultime décisionnaire en matière d'allocation des fonds. Les projets sont hiérarchisés en fonction des besoins identifiés par les clusters, évitant ainsi les doubles-emplois et les chevauchements, et renforçant la complémentarité avec d'autres sources de financement telles que le CERF.

Le CHF en RCA peut servir de canal de financement pour les donateurs non présents sur le terrain. Depuis sa création en 2008, le CHF a versé 79 millions d'USD aux ONG internationales (79%), aux agences des Nations Unies (15%), et aux ONG nationales (6%).

Le CHF est conçu de manière à s'adapter aux variations de priorités et au besoin urgent de financement. La première allocation spéciale a été lancée en janvier 2014, peu après les événements de décembre 2013, sur base d'une analyse rapide et multisectorielle des besoins (MIRA). Grâce à une forte augmentation des contributions, le CHF a pu allouer plus de 25 millions d'USD à travers trois allocations spéciales et la réserve en 2014. Les principaux contributeurs en 2014 sont le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, l'Irlande, la Suède, le Royaume-Uni, la Suisse et le Luxembourg. Davantage de contributions sont nécessaires afin d'améliorer les conditions de vie des personnes touchées par la crise humanitaire en cours.

Le CERF est un fonds commun placé sous l'autorité du Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires (USG) et Coordonnateur des secours d'urgence (ERC). Le CERF, sous sa fenêtre de Réponse Rapide, a mandat de promouvoir une réponse et une action rapides pour réduire les pertes en vies humaines et améliorer la réponse à des besoins prioritaires et urgents. En 2014, 3 allocations ont été mises en œuvre pour un montant total de 34,6 millions USD. Le focus de ces allocations a été de renforcer la réponse humanitaire multi sectorielle dans les zones les plus touchées par les conflits, notamment Bangui et des régions du nord-ouest et du centre du pays.

Questions transversales et spécifiques au contexte

Protection des populations

La complexité de la crise Centrafricaine place les questions de la protection au centre du programme humanitaire. Il revient au cluster protection d'assurer que l'analyse de protection est partagée avec la communauté humanitaire et guide la réponse humanitaire dans le pays. Pour assurer la transversalité de la protection dans l'ensemble des interventions humanitaires, le cluster Protection a déployé en juillet 2014, une mission qui a conduit plusieurs sessions de formations à l'endroit de différents acteurs humanitaires y compris les membres de l'Equipe Humanitaire Pays, les Coordinateurs des clusters et certaines organisations à Bangui et dans les provinces. D'autres sensibilisations et discussions ad hoc sont faites par le cluster protection et OCHA notamment à travers des réunions de coordination pour suivre la prise en compte effective de la protection dans la mise en œuvre des programmes.

Au cours de l'année 2015, le cluster protection va poursuivre la mise en œuvre du plan de formation élaboré au cours de la mission organisée en juillet 2014 sur la transversalité de la protection dans les interventions humanitaires. Les modules élaborés et validés au niveau global serviront de base aux formations. Le cluster protection va mettre à la disposition de l'inter-cluster des outils appropriés pour suivre la prise en compte de la protection dans les programmes humanitaires.



Fevrier 2014. Bangui source : OCHA/ Phil Moore

Genre – violences basées sur le genre et solutions basées sur le genre

En plus des inégalités préexistantes entre les sexes, la crise a aggravé les vulnérabilités fondées sur le sexe. Les inégalités existantes dans les domaines de la sécurité physique, de l'éducation, de la santé de la reproduction, de la nutrition, de l'accès à la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance, ont été aggravées par la paralysie des institutions étatiques et des services d'accompagnement. La dépendance socio-économique des femmes et des filles dans la société centrafricaine accroît leurs vulnérabilités et les expose aux viols, aux agressions sexuelles, aux mariages forcés, à l'esclavage sexuel et à d'autres formes de violences basées sur le genre. La destruction des moyens de subsistance et la mobilité limitée en raison de l'insécurité a conduit à des mécanismes d'adaptation négatifs tels que le sexe de survie, en particulier par les ménages dirigés par des femmes et des filles et les ménages extrêmement pauvres. 60 à 70% des cas de viols signalés en RCA sont présumés être des viols collectifs perpétrés par des groupes armés (source ligne téléphonique 4040/DRC). Les actions de prévention et de réponse doivent être renforcées.

Le renforcement des capacités des acteurs humanitaires sur la question du genre et des solutions basées sur le genre sera une action essentielle. Ce renforcement se focalisera particulièrement sur l'effectivité des programmes d'égalité des sexes dans tout le cycle de programme humanitaire.

Cohésion sociale, médiation et réconciliation

Les groupes armés et les tensions communautaires génèrent de la violence, des déplacements, des problèmes d'insécurité, de protection et d'accès aux services de base. Ils constituent également des obstacles au retour des déplacés et des réfugiés centrafricains, au redéploiement des services de l'Etat et entravent de manière croissante l'accès humanitaire aux plus vulnérables. Les expériences de 2014 montrent que la médiation menée au niveau local et communautaire constitue un outil complémentaire à l'assistance humanitaire traditionnelle. Elle permet, à travers des forums inclusifs, d'ouvrir un dialogue entre représentants de la société civile, autorités, acteurs humanitaires, forces internationales et groupes armés, débouchant ainsi à des solutions négociées qui favorisent la réduction de la violence, l'accès humanitaire et la protection des civils.

La cohésion sociale, qui implique un rapprochement progressif des communautés à travers des processus graduel d'apaisement - dans lesquels le soutien psychosocial joue un rôle majeur -, de changement de mentalités et de comportement, doit être prise en compte dans toute intervention. Au-delà des programmes dédiés à la cohésion sociale, chaque agence humanitaire peut contribuer, quel que soit son champ d'intervention, à engager les communautés divisées sur la voie de la réconciliation. Chaque activité mise en œuvre peut en effet être pensée et

engagée pour renforcer les facteurs connecteurs (sociaux, institutionnels, culturels, symboliques...) et à minorer les facteurs diviseurs qui traversent la société centrafricaine.

Redevabilité envers les populations

Des faiblesses ont été relevées en 2014 dans la communication avec les bénéficiaires de l'aide, leur faible implication dans les programmes d'aide, et l'insuffisance d'un mécanisme de gestion des litiges. Néanmoins, des activités de sensibilisation des partenaires humanitaires sur la redevabilité envers la population affectée ont été menées en 2014 à Bossangoa, Bangui, Carnot, Bouar, Bambari, Zemio et Obo.

La question de la redevabilité restera centrale en 2015. Des efforts seront déployés pour améliorer la communication avec les populations affectées, renforcer la participation et la représentation des bénéficiaires dans les programmes qui les ciblent.



November 2014 Tiringoulou, prefecture Vakaga Source : OCHA/Gemma Cortes

Complémentarité avec les autres plans en RCA

A) Le Programme triennal d'Urgence et de Relèvement Durable (PURD) du Gouvernement

Le Gouvernement de transition de la RCA a mis en place un programme d'urgence et de relèvement durable de 3 ans (2014 – 2016) qui comprend 4 piliers, à savoir la restauration de la sécurité et consolidation de la paix, l'assistance humanitaire, la politique et la gouvernance et la relance économique.

Les actions prévues par le Gouvernement sous le pilier relatif à l'assistance humanitaire visent la création des conditions favorables au retour rapide des déplacés et réfugiés dans leurs communautés de base, à accélérer le retour et la réinsertion des déplacés et des réfugiés et à leur assurer l'accès aux services de base (l'éducation, la santé, l'eau, hygiène et assainissement). Ceci rencontre les domaines prioritaires de travail des humanitaires identifiés pour 2015 à travers le HNO, à savoir répondre aux besoins issus des crises, y compris les personnes et les structures affectées par les déplacements prolongés et appuyer la recherche de solutions durables. Cette complémentarité est le fruit d'une coordination régulière entre la communauté humanitaire et le Gouvernement, à travers le ministère des Affaires Sociales et de l'Action Humanitaire afin que l'appui apporté par les humanitaires puisse compléter au mieux les efforts du Gouvernement dans la réponse aux besoins de ses populations les plus vulnérables.

B) Le fonds Bekou (ESPOIR), EU Trust Fund for Central African Republic

L'Union Européenne a mis en place un fonds nommé « EU Trust Fund for Central African Republic Bekou » pour la restauration des services sociaux de base et la stabilisation de la situation nutritionnelle et de la sécurité alimentaire en RCA, le support aux réfugiés et aux éleveurs transhumants ainsi que les contributions à la cohésion sociale et à la réconciliation entre les communautés centrafricaines. Ses secteurs prioritaires incluent notamment la santé, la sécurité alimentaire y compris le volet agricole, et le genre. Par ailleurs, le mécanisme du fonds prévoit qu'il sera géré par un consortium d'ONGs travaillant déjà en RCA, et qui ont déjà de l'expertise dans les différents domaines prioritaires.

Les acteurs humanitaires ont été invités par le fonds à soumettre des propositions de projets. Les représentants du fonds Bekou ont participé au processus d'élaboration du PRH. De plus, des contacts réguliers seront mis en place pour éviter toute duplication entre les besoins humanitaires couverts par le PRH, le fonds Bekou et par d'autres mécanismes.

En l'absence de reprise étatique et économique, l'aide humanitaire devra ajouter à ses objectifs immédiats des programmes et approches contribuant au relèvement précoce, à la réconciliation et cohésion sociale, à la résilience, et à la transition vers le développement.

C) Le Cadre stratégique intérimaire du système des Nations Unies en RCA 2014-2015

Suite à l'interruption du DSRP (Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté) qui couvre 2011-2015 à cause de l'intensification des conflits en 2012, le système des Nations Unies en RCA a élaboré un cadre

stratégique intérimaire pour appuyer le gouvernement. Dans son axe prioritaire 2, relatif à l'assistance humanitaire, le cadre stratégique planifie de renforcer l'accès aux services sociaux de base, les moyens d'existence durables et apporter un appui à la société civile notamment sur les questions de droits humains et du genre. Le PRH, bien que se focalisant sur l'urgence, prévoit également appuyer le relèvement précoce des populations affectées, alors que le cadre stratégique agit sur les solutions durables pour les populations affectées par la crise humanitaire.

D) La Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International

En priorisant le renforcement de la sécurité et la contribution au paiement de salaire des fonctionnaires, la Banque Mondiale appuie aussi la réponse aux urgences et la relance économique. Dans le cadre des urgences, la Banque appuie des projets de relance de l'agriculture et de réponse à la crise alimentaire, notamment avec une composante nutrition pour les femmes allaitantes et les enfants en bas âge des couches déshéritées, avec pour partenaires entre autres le PAM et la FAO, agences qui sont par ailleurs les lead et co-lead du cluster sécurité alimentaire. Elle met en œuvre également un projet de réponse d'urgence en matière de santé et nutrition à travers l'OMS, l'UNFPA et l'UNICEF.

Monitoring de la réponse humanitaire

En 2015, l'EHP s'engage à poursuivre l'amélioration du suivi de l'action et de ses résultats, en implémentant les recommandations formulées par le nouveau guide IASC « Humanitarian response monitoring guidance ». Sur proposition de l'ICC, l'EHP validera un plan de monitoring pour l'année, identifiant les indicateurs qui seront mesurés, par qui, à quelle fréquence, quels seront les rapports périodiques produits et à quels moments.

Le monitoring se fera à 3 niveaux : activités de terrain (output), objectifs des clusters (output et outcome), et objectifs stratégiques (outcome). Les rapports périodiques informeront en cours d'année l'EHP des avancées faites par rapport aux objectifs stratégiques et aux objectifs des clusters, afin de faciliter les prises de décisions et d'éventuelles modifications dans le plan de réponse.

Cadre logique de suivi

Niveau	Ce qui est suivi	Par qui	Résultat
Projet	Activités des projets Outputs des projets Outcomes des projets	Membres des clusters	Rapports des projets
Cluster	Outputs des clusters Outcomes des clusters	Coordinateurs des clusters ICC	Rapports périodique de suivi
Global stratégique	Objectifs stratégiques Mobilisation des ressources Capacité de mise en œuvre Bénéficiaires atteints par rapport à ceux planifiés	Membre HCT, ICC avec le soutien d'OCHA	Rapports périodique de suivi

Mécanismes de Coordination

La coordination de l'action humanitaire est basée sur les principes de la réforme humanitaire (clusters, ICC, HCT) sous la supervision de la Coordinatrice Humanitaire Principale (CHP).

L'équipe Humanitaire Pays (EHP- HCT)

Placée sous l'autorité de la Coordinatrice Humanitaire Principale, elle est constituée des représentants des agences humanitaires, de représentants des ONGs internationales et nationales, des partenaires CICR et MSF. L'EHP est l'organe central d'orientation stratégique de l'action humanitaire en RCA. Elle est responsable entre autres, (1) de définir et de valider les lignes stratégiques relatives à l'action humanitaire; (2) d'adopter des règles et des actions communes pour régir l'action humanitaire; (3) de promouvoir et de favoriser l'adhésion des acteurs

humanitaires intervenants en RCA aux principes humanitaires, aux principes de partenariat, et de faire appliquer par les acteurs humanitaires les orientations, décisions stratégiques et politiques adoptées, (4) d'assurer le plaidoyer humanitaire

La coordination Inter-cluster (ICC)

C'est le forum technique et opérationnel du système de coordination qui réunit les coordinateurs nationaux des clusters. Il est facilité par OCHA. Il propose des interventions, suggère des stratégies, et exécute les décisions du HCT. Il permet la coordination entre clusters en vue d'une orientation multisectorielle des interventions sur le terrain et recherche constamment la complémentarité afin d'éviter les duplications et les chevauchements. L'ICC rapporte au HCT.

Les clusters

Conformément à la réforme humanitaire, la planification et la coordination de la réponse humanitaire sont basées sur le principe de la responsabilité sectorielle. Les différentes organisations d'aide travaillant dans un certain secteur d'activité constituent un cluster. A chacun des onze clusters correspond une « agence lead » des Nations Unies, qui nomme des personnes en charge de la coordination du cluster. Ces coordinateurs de clusters nationaux participent à l'inter-cluster national, préparent et mettent en œuvre les stratégies nationales de leur cluster, coordonnent le travail des sous-clusters, et rendent compte au HCT directement ou à travers l'ICC. Les agences lead sont responsables en dernier ressort d'intervenir sur les besoins essentiels non répondus dans leurs secteurs.

Extension de la coordination décentralisée sur le terrain

La coordination des actions humanitaires est assurée dans certaines zones d'interventions par les sous bureaux ou antenne OCHA : Bouar, Bambari, Kaga-Bandoro, Ndele, Paoua, Bossangoa, et temporairement à Batangafo et Boda. En 2015, Bria et Zemio seront également couverts par OCHA.

Afin de prendre en compte les besoins de plus de coordination de proximité sur le terrain et au vu des capacités limitées d'OCHA de se déployer dans toutes les zones, des points focaux humanitaires, issus des ONGI ou d'autres agences des Nations Unies, sont identifiés dans certaines zones. Ces points focaux, avec l'appui d'OCHA, faciliteront la coordination quotidienne des activités entre les acteurs humanitaires basés dans leurs zones. Ce concept sera expérimenté dès le premier trimestre 2015 dans quelques zones.

Coordination avec les autorités

La coordination avec les autorités au niveau national est faite à travers la cellule mise en place par le ministère des Affaires Sociales et de l'Action Humanitaire et à travers plusieurs contacts ad hoc avec la Ministre de tutelle durant les principales échéances du cycle de programme humanitaire et au cours des missions sur le terrain. Au niveau des préfectures et des sous-préfectures, des cadres réguliers de concertation sont mis en place dans les zones où il existe un bureau OCHA. Des représentants des services techniques de l'Etat participent également aux réunions des clusters.

Coordination avec la MINUSCA et les autres forces internationales

L'intervention humanitaire en RCA est celle d'une urgence complexe avec présence de plusieurs forces internationales (MINUSCA, SANGARIS et EUFOR), dont les mandats diffèrent. Celui de la MINUSCA comprend la protection physique des civils et de l'ordre public, l'appui à la restauration de l'autorité de l'Etat dans le pays, l'appui au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration des groupes armés. Les acteurs humanitaires via la cellule CMCoord sont en liaison étroite avec ces forces internationales afin de partager des informations sur l'accès aux personnes vulnérables et afin de garantir le respect des principes humanitaires (humanité, neutralité, impartialité et indépendance opérationnelle) au moyen d'une coordination entre civils et militaires fonctionnelle à Bangui et dans les préfectures et sous-préfectures concernées.

OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET INDICATEURS

objectif stratégique 1

Améliorer immédiatement les conditions de vie des nouvelles personnes déplacées, en leurs assurant la protection et en leur fournissant des biens et services sociaux de base

Indicateur	Baseline	Cible
1) # des chefs de ménages hommes et femmes ayant accès à une source d'eau saine	ND	165 000
2) # de personnes en insécurité alimentaire sévère ayant accès de façon régulière à une quantité suffisante et adéquate de nourriture de qualité ¹	171 474	1 000 000
3) # de personnes déplacées qui ont reçu des articles non-alimentaires de base	0	143 100
4) % de nouveaux sites de déplacés couverts par une structure de santé	ND	≥ 80%
5) Système d'alerte précoce opérationnel dans toutes les sous-préfectures à haut risque	No	YES
6) # d'enfants déplacés (garçons et filles) qui bénéficient des activités d'éducation dans les écoles d'accueil et espaces temporaires d'apprentissage	40 000	60 000

objectif stratégique 2

Renforcer la protection des civils, y compris leurs droits fondamentaux, en particulier ceux des enfants et des femmes

Indicateur	Baseline	Cible
1) % des cas rapportés de violences basées sur le genre qui ont reçu une assistance médicale, psychosociale et juridique de qualité ²	100%	100%
2) # des enfants qui ont bénéficié d'un appui psychosocial et des activités récréatives	67 000	217 000
3) # de conflits liés au logement, à la terre et aux biens documentés et ayant fait l'objet d'une tentative de médiation.	00	5 000
4) # de dialogues intercommunautaires organisés localement pour traiter des conflits et des questions de vivre ensemble.	ND	2 par mois

¹ La quantité suffisante de nourriture pour un adulte est estimée à environ 2 100 kcal par jour.

² Pas de prise en charge juridique des cas actuellement en RCA à cause des défaillances du système judiciaire. Le baseline et la cible réfèrent uniquement à l'assistance médicale et psychosociale.

objectif stratégique 3

Augmenter l'accès aux services de base et les moyens de subsistance des hommes et des femmes vulnérables

Indicateur	Baseline	Cible
1) % des populations ayant accès à des activités génératrices de revenus ou à la recapitalisation de leur capital productif	ND	82%
2) # de personnes en phase d'insécurité alimentaire de crise et urgence ayant reçu une assistance adaptée à la saison et spécifique pour la réhabilitation de leurs moyens de subsistance	ND	1 050 000
3) # de la population affectée ayant accès à l'eau saine fourni par des sources d'eau permanente	ND	1 193 900
4) % d'écoles primaires et secondaires ouvertes	41%	70%

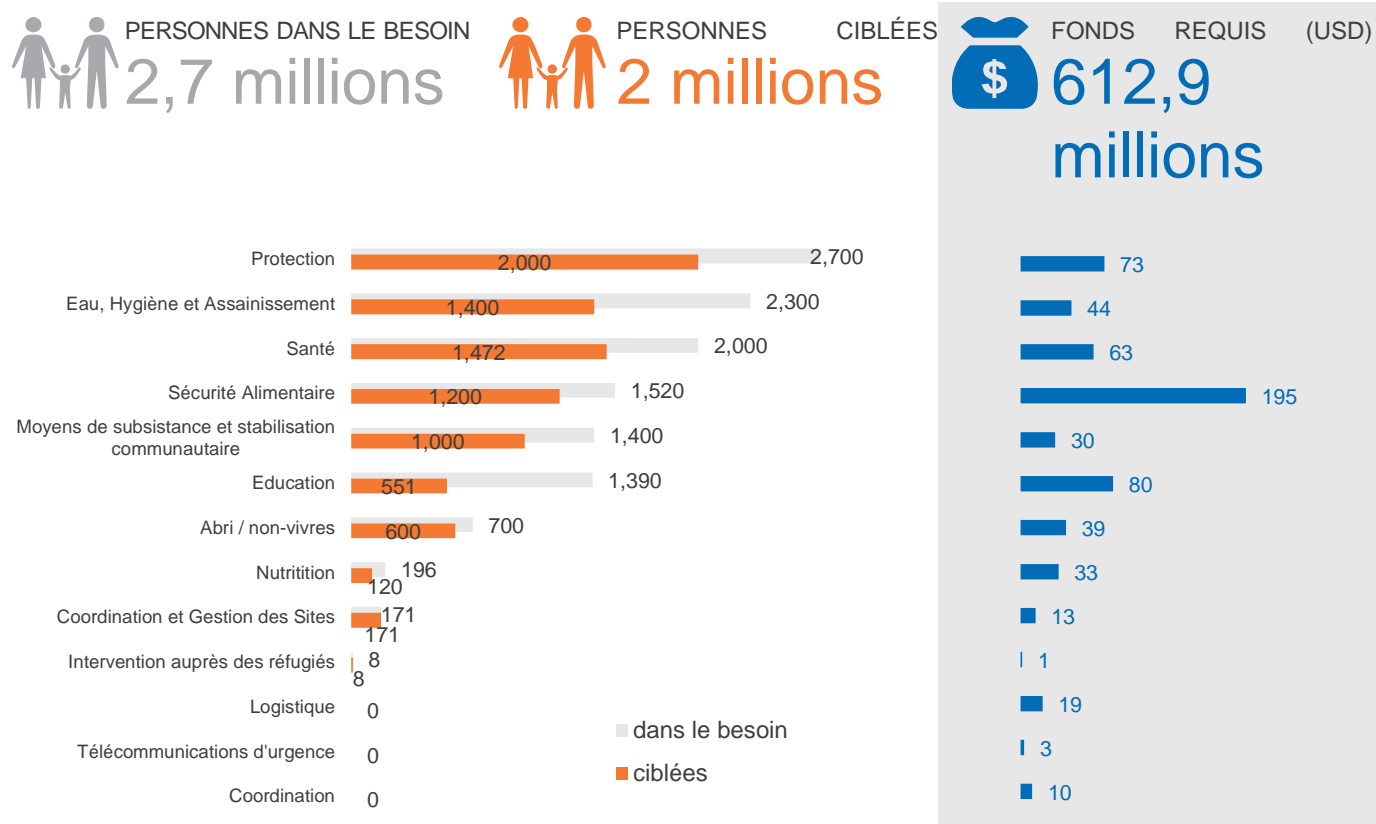
objectif stratégique 4

Faciliter les solutions durables pour les personnes déplacées et les réfugiés notamment dans les zones de retour ou de réintégration

Indicateur	Baseline	Cible
1) % des structures sanitaires fonctionnelles dans les zones ciblées	55%	≥ 75%
2) % d'écoles primaires et secondaires ouvertes dans les zones de retour	20%	50%
3) % des hommes et des femmes retournés ayant atteint le seuil de protection des moyens de subsistance ³	40%	50%
4) # de ménages qui ont bénéficié d'un accès au logement dans le cadre des solutions durables (retour, relocalisation ou intégration locale)	0	183 914

³ Une valeur monétaire pour couvrir les besoins de base et assurer la durabilité de ses moyens d'existence

PLANS D'ACTION DES CLUSTERS



Cluster	Fonds requis USD
Abri / non-vivres	39 298 299
Coordination	10 000 000
Coordination et Gestion des Sites	12 900 000
Eau, Hygiène et Assainissement	44 000 000
Education	29 934 470
Intervention auprès des réfugiés	11 204 357
Logistique	19 000 000
Moyens de subsistance et stabilisation communautaire	80 000 000
Nutrition	32 921 800
Protection	72 500 000
Santé	63 200 000
Sécurité Alimentaire	195 000 000
Télécommunications d'urgence	3 000 000
TOTAL	612 958 926

Santé



Coordinateur du cluster : Richard Fotsing
Coordonnées : fotsingri@who.int



PERSONNES DANS LE
BESOIN

2 M



PERSONNES CIBLÉES

1 472 M



FONDS REQUIS (USD)

63,2 M

dont 0,7 M pour la
coordination cluster



NOMBRE DE PARTENAIRES

36

Populations ciblées et critères

Les interventions des membres du cluster vont cibler :

- 1) Tous les déplacés, retournés et évacués sans distinction de sexe, d'âge, de religion ou de communauté dans les zones affectées par une crise humanitaire aiguë
- 2) Tous les habitants des enclaves
- 3) Tous les enfants de moins de 5 ans dans les zones de haute vulnérabilité
- 4) Toutes les femmes enceintes dans les zones de haute vulnérabilité
- 5) Toutes les femmes allaitantes avec un enfant de moins de 12 mois dans les zones de haute vulnérabilité
- 6) Toutes les personnes relevant des urgences médicales, chirurgicales, gynéco-obstétricales et traumatologiques dans les zones de haute vulnérabilité

Les sous-préfectures de haute vulnérabilité ont été identifiées sur base des indicateurs ci-après : % des formations sanitaires fonctionnelles < 50%, % des centres de vaccination fonctionnels < 50%, présence de déplacés internes, de retournés ou d'évacués et présence d'une enclave.

Ces critères ont permis de retenir les sous-préfectures ou arrondissements prioritaires suivants : 3^e, 5^e et 8^e arrondissement à Bangui ; Alindao, Kembé, Mingala et Satéma dans la préfecture de Basse Kotto ; Bambouti dans la préfecture de Haut Mbomou ; Yalinga et Bria dans la préfecture de Haute Kotto ; Dékoa, Mala et Ndjoukou dans la préfecture de Kémo ; Bayanga dans la préfecture de Sangha ; Boda, Boganangone et Boganda dans la préfecture de Lobaye ; Gadzi et Amadagaza dans la préfecture de Mambéré Kadeï ; Abba dans la préfecture de Nana Mambéré ; Bimbo, Boali, Bossembélé et Yaloké dans la préfecture d'Ombella Mpoko ; Bakala, Bambari, Kouango et Ippy dans la préfecture de l'Ouaka ; Batangafo, Bossangoa, Markounda, Nana Bakassa, Nangha Boguila, Bouca et Kabo dans la préfecture de l'Ouham ; Bocaranga, Bossemptélé, Kouï, Ngaoundaye, Paoua et Bozoum dans la préfecture de l'Ouham Pendé et Birao dans la préfecture de Vakaga.

Stratégie du cluster

Les axes stratégiques d'intervention du cluster santé sont :

1. Déploiement des équipes mobiles dans les sites de déplacés et les enclaves peu peuplées, et création de structures de santé temporaires dans celles les plus peuplées
2. Appui aux structures de santé fixes situées à proximité des sites de déplacés pour offrir des soins gratuits aux déplacés
3. Appui à la relance des activités de soins dans les structures de santé fermées à la suite de la crise ou à la mise en œuvre du paquet minimum/paquet complémentaire d'activités dans les structures partiellement fonctionnelles

4. Application de la gratuité des soins aux populations les plus vulnérables (voir cibles du cluster)
5. Prévention et lutte contre les maladies à potentiel épidémique.
6. Renforcement des capacités des prestataires et de la communauté à la prévention et la prise en charge des maladies

Coordination du cluster

La coordination sera assurée au niveau national par une équipe composée d'un coordinateur, d'un co-coordonateur et d'un gestionnaire de l'information entièrement dédiée. Au niveau des provinces elle sera assurée par les équipes des sous bureaux de l'OMS (Bouar, Kaga Bandoro et Bambari) ou par des points focaux ONGs ou agences des Nations Unies désignés dans les localités où il y a une forte présence des acteurs du secteur santé (Bossangoa, Zémio et Bria). Les visites des membres de l'équipe de coordination nationale aux clusters régionaux permettront de renforcer leurs capacités et d'améliorer leurs performances.

Objectifs du cluster

Objectif cluster # 1: Offrir les soins de santé d'urgence (curatifs, préventifs et promotionnels) aux populations affectées par une crise humanitaire aiguë, y compris la prise en charge des maladies chroniques, les soins obstétricaux et néonataux d'urgence, et des blessés		Appuie l'objectif stratégique 1	
Indicateur		Baseline	Cible
1. % de nouveaux sites de déplacés couverts par une structure de santé		ND	≥ 80%
2. % des accouchements attendus assistés par un personnel qualifié dans les zones affectées par une crise humanitaire aiguë		ND	≥ 60%

Objectif cluster # 2: Renforcer l'accès aux services de santé de base des populations affectées par la crise et/ou en situation de déplacement prolongé, y compris les familles d'accueil		Appuie l'objectif stratégique 2	
Indicateur		Baseline	Cible
1. Taux de fréquentation des structures sanitaires dans les zones ciblées.		ND	≥ à 1 cons/pers/an
2. % des enfants de 0-11 mois ayant reçu 3 doses de vaccin pentavalent		34%	≥ 80%
3. % des structures sanitaires fonctionnelles dans les zones ciblées		55%	≥ 75%

Objectif cluster # 3: Prévenir les risques de survenue des épidémies dans les zones à risque		Appuie l'objectif stratégique 1	
Indicateur		Baseline	Cible
1. % des enfants de 6-59 mois vaccinés contre la rougeole lors de campagnes préventives ou de riposte dans les zones à risque		58%	≥ 95%
2. Taux Promptitude des rapports de surveillance épidémiologique (SIMR)		9%	85%

Moyens de subsistance et stabilisation communautaire



Coordinateur du cluster : LEVRON Eric
Coordonnées : eric.levron@undp.org



PERSONNES DANS LE BESOIN

1,4 M



PERSONNES CIBLÉES

1 M



FONDS REQUIS (USD)

80 M

inclus 0,75 M pour la
coordination cluster



NOMBRE DE PARTENAIRES

40

Populations ciblées et critères

Les critères utilisés pour l'identification des populations ciblées portent la priorité sur les besoins des plus vulnérables (ménages qui accueillent des déplacés internes, les familles monoparentales et/ou avec un grand nombre de dépendants, ménages avec des besoins spécifiques), la nécessité d'apporter des solutions durables aux retournés, de favoriser une baisse de la violence et une amélioration des relations intra et intercommunautaires à travers des initiatives de médiation, de dialogue et de cohésion sociale, et enfin d'accompagner le redéploiement progressif de l'administration.

Stratégie du cluster

En 2015, les partenaires du cluster devront faire face à la conjonction de plusieurs défis : d'une part, (i) un très faible pouvoir d'achat des ménages lié à la diminution de la production agricole ainsi qu'une faible productivité du secteur informel. D'autre part, (ii) une dégradation profonde des liens sociaux et intercommunautaires à travers le pays, nécessitant la promotion de mécanismes de protection communautaires – la médiation, le dialogue, l'accès à une information impartiale et fiable, des opportunités de revivre et de travailler ensemble, une capacité accrue à la gestion des conflits constructive et non violente. Enfin, (iii) l'adoption de mécanismes de survie néfastes (décapitalisation et vente d'actifs productifs, déscolarisation, pratiques d'activités illégales) qui rendent impératives et urgentes les interventions de relèvement.

L'approche stratégique du cluster se fonde sur l'Intégration des initiatives de cohésion sociale avec les initiatives économiques et sociales, dans une logique de transversalité :

- (i) L'accompagnement au retour/réinstallation durable des personnes déplacées ou réfugiées actives (reconstitution du capital et formation des femmes actives–waligara-, etc.).
- (ii) La diversification des sources de revenus des ménages et la formation technique des jeunes dans les filières pro-pauvres de l'économie (menuisiers, soudeurs, forgerons, charpentiers, etc.).
- (iii) L'inclusion financière des populations, nettement en baisse depuis 2013. En attendant un redéploiement des institutions de micro-finance et l'arrivée prochaine des services de mobile banking, le support aux systèmes informels (tontines améliorées ou groupes d'épargne sur le modèle du VSLA) constituera la modalité de réponse envisagée.
- (iv) Certaines activités de relèvement, notamment celles visant à générer des revenus rapides se concentreront sur la réhabilitation et la construction d'infrastructures (marchés et de routes) afin de renforcer les filières
- (v) En lien avec les objectifs du PURD gouvernemental, expérimenter et promouvoir des filets sociaux pour les ménages les plus vulnérables et des personnes à besoins spécifiques.
- (vi) L'appui et le renforcement des activités communautaires visant à 1) promouvoir le retour de la sécurité, de la paix et du vivre ensemble 2) réactiver les liens sociaux intra et intercommunautaires 3) soutenir les initiatives locales de rapprochement, de cohabitation pacifique et de réconciliation.

- (vii) Le renforcement des capacités des membres de la communauté, des leaders, des autorités et des ONG (nationales et internationales) dans l'analyse, la prévention, la médiation et la gestion des conflits qui permettent l'émergence de solutions négociées touchant les questions de sécurité, de vivre ensemble et d'intérêt général.
- (viii) La promotion et le renforcement des sources et moyens de communication permettant de diminuer les rumeurs et de renforcer l'accès à une information impartiale (y compris à travers les radios communautaires).
- (ix) Le soutien à la formulation et l'implantation de plan de sécurité et de protection communautaire.
- (x) Le plaidoyer pour une intégration croissante des outils et des approches sensibles au conflit, de cohésion sociale, de médiation, de dialogue dans les projets de protection à base communautaire.

Coordination du cluster

Le cluster nécessite deux co-lead afin de couvrir la variété des activités liées au cluster, qui est aussi en charge des solutions durables pour les déplacés internes.

Objectifs du cluster

Objectif cluster # 1: Fournir une assistance d'urgence et rétablir les moyens de subsistances des personnes affectées par la crise		Appuie l'objectif stratégique 1, 2	
Indicateur		Baseline	Cible
1. % de femmes et hommes vulnérables en situation d'insécurité alimentaire sévère ayant leur pouvoir d'achat amélioré à travers la fourniture de revenus d'urgence et l'injection de cash		ND	40%
2. % des populations ayant accès à des activités génératrices de revenus ou à la recapitalisation de leur capital productif		ND	82%

Objectif cluster # 2: Contribuer à la réduction et à la prévention de la violence dans les communautés par des activités de communication et de dialogue intercommunautaire favorisant la cohésion sociale.		Appuie l'objectif stratégique 3	
Indicateur		Baseline	Cible
1. # de comités de cohésion sociale créés et fonctionnel dans l'ensemble du pays		ND	100
2. % des hommes et de femmes vivant dans les zones ciblées rapportant que les initiatives de dialogue et de médiation contribuent à améliorer la sécurité et la cohésion sociale dans leur zone.		ND	50%
3. # d'hommes, de femmes, de membres des groupes armés et de leaders communautaires ayant reçu une formation en gestion des conflits		ND	10 000
4. # d'hommes et de femmes ayant reçu une formation en gestion des conflits rapportant qu'ils abordent et gèrent leur conflits sans violence (trois mois après la formation)		ND	50

Objectif cluster # 3: Renforcer la résilience et le relèvement durable des communautés affectées par les crises		Appuie l'objectif stratégique 4	
Indicateur		Baseline	Cible
1. % de femmes et d'hommes isolées et très vulnérables disposant d'un filet de protection sociale		0%	5%
2. # de jeunes et femmes sans qualifications ayant acquis des savoir-faire techniques et des capacités de production (capital productif)		ND	10 000
3. # d'amélioration de l'inclusion financière des femmes et des hommes		ND	400 000
4. # d'infrastructures socio-économiques nécessaires à l'amélioration des échanges commerciaux partiellement réhabilitées/construites.		ND	160
5. # d'organisations de la société civile ou ONGs nationales dont les capacités ont été renforcées		0	15

Protection



Coordinateur du cluster : Maurice Azonnankpo
Coordonnées : azonnank@unhcr.org



PERSONNES DANS LE
BESOIN

2,7 M



PERSONNES CIBLÉES

2 M



FONDS REQUIS (USD)

72,5 M

inclus 1,9 M pour la
coordination cluster



NOMBRE DE PARTENAIRES

74

Populations ciblées et critères

Le Cluster Protection cible l'ensemble des populations civiles affectées par la crise et qui sont dans le besoin de protection avec une attention particulière aux catégories suivantes :

- 1) Les populations civiles affectées par les violences, particulièrement celles qui ont besoin d'une assistance spécifique du fait de leur vulnérabilité
- 2) Les personnes victimes de déplacement, y compris les enfants, que ce soient des déplacés internes dans les sites, en famille d'accueil et/ou en brousse ainsi que les communautés dans les différentes enclaves identifiées dans le pays ou les réfugiés présents dans le pays ;
- 3) Les personnes retournées ainsi que toutes autres personnes affectées par les problématiques liées aux droits au logement, à la terre et aux biens (LTB) dans le pays;
- 4) Les enfants, y compris les filles, victimes d'exploitation par des groupes et forces armés ; les enfants non-accompagnés et séparés ; les enfants ayant besoin de documentation de naissance ; les enfants avec des besoins psychosociaux et les enfants victimes de violence, abus et toute autre forme de violations causées ou exacerbées par la crise.
- 5) Les personnes survivantes ou à risque des violences basées sur le genre et plus particulièrement les violences et/ou abus sexuels.

Dans toutes ses activités, le cluster Protection porte une attention particulière à la situation des femmes, mais aussi des enfants, qui sont particulièrement vulnérables dans les situations de crise aiguë ou des crises qui se pérennisent.

Stratégie du cluster

La stratégie du cluster protection est adaptée aux spécificités de la situation en RCA, particulièrement la réponse d'urgence en termes de protection, La réponse prévue prend en compte les besoins prioritaires des populations les plus vulnérables et cherche à renforcer le système et les services de protection existants, particulièrement en favorisant la « protection par la présence » sur toute l'étendue du territoire. La stratégie cherche aussi à renforcer les capacités des acteurs locaux et les mécanismes de coordination au niveau national et sur le terrain, et plus particulièrement la coordination avec la MINUSCA Les partenaires gouvernementaux, la société civile ainsi que les ONG nationales de protection seront activement impliqués dans la définition et dans la mise en œuvre des activités du cluster Protection, et seront ciblés par les initiatives de renforcement de capacités.

Les interventions de protection se focaliseront sur les axes principaux suivants: (i) la réponse d'urgence aux besoins des populations affectées par les conflits armés et les violences, particulièrement les femmes et les enfants; (ii) le renforcement du cadre juridique et administratif de l'Etat pour une meilleure protection des déplacés internes ; (iii) la promotion des droits des déplacés internes y compris la mise en œuvre de la stratégie de solutions durables pour les retournés avec la participation active de l'Etat ; (iv) le monitoring de protection axé sur les communautés et la gestion de l'information ; (v) le renforcement et la promotion des capacités de protection

communautaire, dont des systèmes d'alerte précoce ; (vi) les sensibilisations sur les engins non explosés, la dépollution des stocks de munitions et destruction des armes et munitions présentes en milieu urbain ; (vii) les formations, sensibilisations et plaidoyers aux acteurs communautaires, humanitaires et autorités sur la protection, et particulièrement sur les aspects de logement, terre et biens (LTB) liés au déplacement et au retour.

En ce qui concerne la protection de l'enfance, les interventions se focaliseront sur les sujets suivants : (i) une approche holistique et à base communautaire qui constituera la base d'engagement des membres du sous-cluster pour l'accompagnement des enfants associés aux groupes et forces armés. Cette approche assurera une réinsertion durable des enfants dans la vie civile, aussi à travers l'élaboration de documents directeurs et standards communs et leur mise en œuvre, de concert avec les acteurs étatiques et en ligne avec les Standard Minimum pour la Protection de l'Enfant dans l'intervention humanitaire ; (ii) le renforcement du système de prévention et de réponse pour les situations pouvant entraîner potentiellement des séparations familiales, avec une coordination transfrontalière avec des acteurs des pays voisins ayant reçu des réfugiés centrafricains ; (iii) les activités de soutien psychosocial aux enfants vulnérables et en détresse ; (iv) dans le cadre de la mise en œuvre des initiatives pour les solutions durables, le soutien aux enfants à travers l'appui psychosocial, le respect des droits des enfants y compris l'accès équitable aux services de base et (v) la surveillance des violations à l'encontre des enfants, en particulier des six violations graves des droits de l'enfant (MRM, Résolution 1612) et (vi) l'appui aux changements de comportements, pratiques et attitudes favorables, pour parvenir à une meilleure protection des enfants au sein de leurs communautés afin de prévenir les violences faites aux filles et garçons. La réponse d'urgence en matière de protection de l'enfance contribuera également à renforcer le système et les services de protection de l'enfant existants comme, par exemple, l'enregistrement des naissances, et à renforcer les capacités des acteurs locaux ainsi que les mécanismes de coordination.

Pour une réponse effective et efficace à l'endroit des personnes survivantes de violences basées sur le genre, y compris les enfants, le sous-cluster VBG s'assurera entre autres de (i) la disponibilité des différents services de prise en charge de qualité sur l'ensemble du territoire en fonction de l'accessibilité, en mettant l'accent sur la sensibilisation communautaire et le renforcement des capacités des acteurs nationaux sur les VBG, (ii) l'appui financier et/ou technique attendu par les Ministères partenaires afin de permettre aux départements ministériels concernés de bien jouer leur rôle en matière de prévention et de réponse aux cas de VBG, (iii) la mise à jour des procédures opérationnelles et standardisées afin de rendre plus efficace la prise en charge en harmonisant les différentes approches utilisées pour la réponse aux cas de VBG dans le pays (iv) le plaidoyer pour une utilisation plus systématique des outils de collecte de données de VBG (GBV/IMS, MARA) et (v) le renforcement des capacités des acteurs de VBG sur le respect de la confidentialité et l'orientation adéquate des survivants dans un délai adéquat vers les services de prise en charge qualifiés.

Le suivi des mouvements de population dans le pays, qu'il s'agisse de nouveaux déplacements ou des retours, constituera un aspect important du travail du cluster en 2015. Les préfectures prioritaires pour ce suivi seront l'Ouham, l'Ouham Pende, la Lobaye, la Nana Mambere, la Mambere Kadei, la Ouaka, la Nana Gribizi, la Kemo et l'Ombella Mpoko.

Coordination du cluster

En 2015 la coordination du Cluster sera renforcée avec du personnel entièrement dédié : un coordonnateur national, un co-coordonnateur, un coordonnateur dans les provinces du nord-ouest basé à Bossangoa, un gestionnaire d'information et son Assistant, un analyste de Protection, un gestionnaire de base de données, un Officier de protection et un administrateur associé. Les sous-clusters VBG et protection de l'enfance seront également coordonnés par des équipes constituées de coordonnateurs, de co-facilitateurs et de gestionnaires d'information/base de données. La coordination des clusters régionaux mis en place au niveau des différents hubs humanitaires du pays sera assurée par du personnel de protection qualifié des agences et ONG cumulativement avec leurs fonctions.

Objectifs du cluster

Objectif cluster # 1: Réduire la vulnérabilité et renforcer la réponse de protection face aux conflits armés y compris la réponse d'urgence aux besoins de protection des personnes en situation de déplacement	Appuie l'objectif stratégique 1, 2	
Indicateur	Baseline	Cible

1.1 Système d'alerte précoce opérationnel dans toutes les sous-préfectures prioritaires et arrondissements prioritaires de Bangui	Non	Oui
1.2. # de préfectures couvertes par les projets de monitoring de protection (y compris le suivi des mouvements de populations) et de réponse aux besoins identifiés	00	12
1.3. # de personnes affectées par le conflit armé formées sur la réduction des risques de mine et les sensibilisations sur les risques pour les armes et engins non-explosés	165 000	465 000

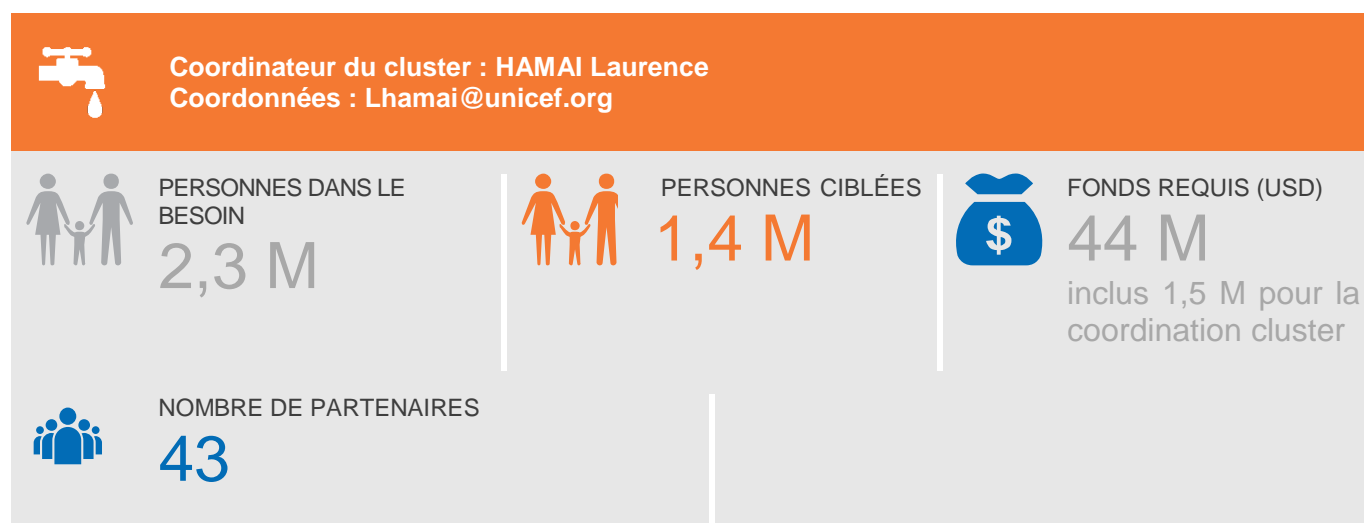
Objectif cluster # 2: Renforcer la prévention, la réponse et l'environnement protecteur pour les enfants victimes du conflit Sous-objectifs <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de la prévention et de la réponse de protection pour les enfants victimes du conflit. - Renforcement de l'environnement protecteur en faveur des enfants. - Renforcement d'un système de coordination et de gestion d'information de PE 			Appuie l'objectif stratégique 1 & 2	
Indicateur	Baseline	Cible		
2.1. # d'enfants (garçons/filles) qui ont bénéficié d'un appui psychosocial et d'activités récréatives	67 000	217 000		
2.2 # d'enfants associés aux forces et groupes armés (garçons/filles) ayant commencé un processus de démobilisation et réintégration	2 100	5 600		
2.3. # d'enfants non accompagnés et enfants séparés (garçons/filles) réunifiés avec leurs familles	1 100	6 100		

Objectif cluster # 3: Assurer la prévention, la protection et la prise en charge pour les violences basées sur le genre (VBG)			Appuie l'objectif stratégique 1 & 2	
Indicateur	Baseline	Cible		
3.1. Système de référencement fonctionnel en place et comprenant les services multisectoriels (santé, psychosocial, juridique et sécurité) pour les survivants de VBG	NO	YES		
3.2 % des cas rapportés de violences basées sur le genre qui ont reçu une assistance médicale, psychosociale et juridique de qualité ⁴	100%	100%		
3.3 # de sous-préfectures où des services de prise en charge de qualité sont disponibles pour les survivantes de GBV	47	70		

Objectif cluster # 4: Renforcer les capacités des mécanismes de protection communautaires pour pérenniser les réponses de protection et favoriser les solutions durables dans le pays			Appuie l'objectif stratégique 2, 3 & 4	
Indicateur	Baseline	Cible		
4.1 # de personnes directement touchées par les initiatives de protection communautaires	600 000	900 000		
4.2 Une politique et une Loi Nationales relatives à la protection des PDI élaborées conformément aux standards internationaux et soumises à l'adoption du parlement	NO	YES		
4.3 # de conflits liés au logement, à la terre et aux biens (LTB) documentés et ayant fait l'objet d'une tentative de médiation	00	5 000		

⁴ Pas de prise en charge juridique des cas actuellement en RCA à cause des défaillances du système judiciaire. Le baseline et la cible réfèrent uniquement à l'assistance médicale et psychosociale.

Eau, Hygiène et Assainissement



Populations ciblées et critères

Les critères de ciblage sont :

- **En réponses d'urgence** : les nouveaux déplacés sur site, en famille d'accueil ou en brousse : 150 000 personnes ; et les Personnes atteintes par le cholera : 15 000 bénéficiaires directs et 250 000 indirects
- **En relèvement et renforcement de l'appui aux personnes affectées** : les *Déplacés de longue durée* : 238 000 personnes dans les sites ou en famille d'accueil ; les *Retournés* : 709 500 bénéficiaires directs et 800 000 bénéficiaires indirects ; les *Familles d'accueil* : 230 000 bénéficiaires directs et 400 000 bénéficiaires indirects et les Population à risque dans les *enclaves* : 36 300
- Membres de comités de gestion et artisans : 8 875 bénéficiaires directs et 1 200 000 bénéficiaires indirects

Stratégie du cluster

- **Améliorer les réponses d'urgence en eau, hygiène et assainissement** en renforçant la capacité des membres du cluster sur les axes avec insécurité persistante, avec en support le RRM coordonné par UNICEF. Par ailleurs les stocks de contingence au niveau des provinces seront maintenus et renforcés. Une plus grande implication des agences gouvernementales régionales (ANEA, DRH, SODECA) sera développée pour répondre aux urgences sur leurs zones respectives autour des centres urbains régionaux en coordonnant avec quelques acteurs WASH clés sur les axes (ONG avec capacité de réponse WASH rapide et partenaires du RRM).
- **Réhabiliter ou construire des systèmes et services WASH pérennes** pour les retournés, les déplacés de longue durée et les personnes en enclave, en développant des solutions locales pour la construction et la réhabilitation d'infrastructures WASH afin de renforcer la résilience des communautés vis-à-vis des systèmes et services WASH ; et impliquer davantage les acteurs locaux et étatiques pour assurer la pérennité des services et systèmes WASH. Sur les sites de longue durée et les sites accueillant fréquemment des déplacés pour de courtes durées, des systèmes WASH semi permanents seront installés, en tenant compte des risques sécuritaires de la zone.
- Là où cela est possible (sites, communautés) des comités de gestion seront mis en place pour l'entretien et l'opération des systèmes et services WASH avec une passation progressive entre les acteurs WASH et les comités. Un appui sera fourni aux acteurs locaux (agences gouvernementales et ONG nationales) pour assurer un support et un suivi de ces comités.

- Des solutions alternatives d'assainissement et d'approvisionnement en eau abordables et transférable aux acteurs locaux (artisans, agences gouvernementales ou ONG nationales) seront explorées et testées en cours d'année.
- Les solutions d'assainissement ciblant les déplacés en familles d'accueil et les retournés dans leurs communautés s'attacheront à assurer la pérennité du cycle d'assainissement au sein de la communauté à travers des approches participatives.
- De façon systématique les partenaires WASH s'attacheront à consulter les hommes, les femmes et les enfants avant toute conception de projet WASH, en prenant particulièrement en compte les problématiques de sécurité vis-à-vis des utilisateurs principaux (femmes et enfants) ainsi que les modes de gestion appropriés.

Coordination du cluster

La coordination du cluster sera assurée par un coordinateur au niveau national et un gestionnaire de l'information à temps plein ainsi que 5 coordinateurs de sous-clusters à temps partiel. Pour appuyer cette équipe un support sera donné à la DGH pour assurer le rôle de co-lead du cluster ainsi qu'à quelques ONG sélectionnées par le cluster pour co-faciliter la coordination dans les zones à haut risques. Des formations pour renforcer les capacités des partenaires à évaluer les besoins ainsi qu'à concevoir et mettre en œuvre des réponses d'urgence adaptées seront organisées.

Objectifs du cluster

Objectif cluster # 1: Fournir une assistance WASH d'urgence aux hommes et aux femmes affectés dans le respect des standards dans le mois suivant le déclenchement de la crise		Appuie l'objectif stratégique 1	
Indicateur		Baseline	Cible
1. # de personnes ciblées couverte avec une capacité de réponse rapide		ND	165 000
2. # de personnes affectées recevant un service WASH respectant les standards dans le mois suivant le choc		ND	165 000

Objectif cluster # 2: Assurer l'accès aux services WASH aux hommes et aux femmes affectées par la crise et/ou en situation de déplacement prolongée de manière adéquate		Appuie l'objectif stratégique 3	
Indicateur		Baseline	Cible
1. Morbidité des diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans (MSA-RRM et/ou données centre de santé)		ND	ND
2. # de la population affectée recevant un service WASH continue respectant les standards		ND	1 193 900

Objectif cluster # 3: Les communautés vulnérables, retournées et déplacées longue durée ont les moyens de maintenir et d'accéder aux services WASH		Appuie l'objectif stratégique 4	
Indicateur		Baseline	Cible
1. # de comités de gestion d'infrastructures WASH fonctionnels dans les zones de retour et déplacement long en famille d'accueil ou en site (y compris relais communautaire)		ND	1 725
2. % d'infrastructures WASH dont l'emplacement et la conception ont été validé par les femmes et les hommes consultés au préalable		ND	100%
3. # d'artisans locaux renforcés pour la réparation / construction d'infrastructures WASH		ND	150

Sécurité Alimentaire



Coordinateur du cluster : Valentina Giorda
Coordonnées : Valentina.Giorda@fao.org



PERSONNES DANS LE BESOIN
1,52 M



PERSONNES CIBLÉES
1,2 M



FONDS REQUIS (USD)
195 M
inclus 1 M pour la coordination cluster



NOMBRE DE PARTENAIRES
50

Populations ciblées et critères

La dernière analyse IPC (classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire), réalisée en Novembre 2014, estime à 1,5 million les personnes en phase humanitaire. Parmi elles, 1,32 million vivent en milieu rural et près de 200 000 dans les quartiers de Bangui les plus affectés par la crise. L'impact prolongé du conflit sur les moyens d'existence et la consommation alimentaire ont causé une détérioration de la situation de l'insécurité alimentaire par rapport à la situation de Novembre 2013.

Les populations les plus vulnérables sont les déplacés, les familles hôtes, les retournés et d'autres personnes ayant perdu leurs avoirs productifs et qui ont dû radicalement changer leur mode de vie afin de s'adapter au contexte d'insécurité et de crise économique en milieu rural, pour lequel peu d'informations sont disponibles.

Les préfectures les plus affectées sont l'Ouham, l'Ouham Pendé, la Mambere Kadei, l'Ombella Mpoko, la Nana Gribizi, la Kémo, le Haut Mbomou, la Lobaye, la Ouaka, la Haute Kotto, le Mbomou, la Basse Kotto, la Nana Mambere et la ville de Bangui.

Stratégie du cluster

- **Assurer une aide vitale immédiate** : les membres du cluster Sécurité alimentaire fourniront une aide alimentaire vitale immédiate aux populations les plus vulnérables souffrant des conséquences des conflits armés. L'aide alimentaire aux populations en situation de grave insécurité alimentaire, incluant les déplacés internes, sera fournie aussi longtemps que nécessaire, avec une attention particulière pendant la saison creuse précédant les récoltes. Autant que possible, la distribution directe sera remplacée par un système de coupons.
- **Reconstituer les stocks alimentaires** : Afin de réduire la dépendance à l'aide alimentaire et de limiter la période de soudure, les membres du cluster viseront à fournir l'appui nécessaire afin de réussir la campagne agricole 2015. En effet l'agriculture constitue la source principale de nourriture et de revenus de la majorité de la population affectée. Sur la base des acquis de 2014, les membres du cluster faciliteront l'accès aux intrants agricoles essentiels (semences et outils) afin de maintenir la production et l'accès, protéger le marché et l'accès à la nourriture.
- **Appui à la production alimentaire d'urgence** : pour pallier au déficit de réserves alimentaires et de perte de revenus chez les déplacés et les retournés hors saison agricole principale, les membres du cluster leur apporteront une aide immédiate en fournissant des kits de maraîchage et de petit élevage pour assurer un complément et pour améliorer la diversification de leurs régimes alimentaires et ainsi diminuer le recours aux stratégies de survie d'urgence.
- **Renforcer la résilience des ménages** : les membres du cluster vont contribuer à l'augmentation de la résilience des ménages ciblés à travers une approche basée sur la génération rapide de revenus à travers des activités agricoles (transformation de produits, argent contre travail pour la réhabilitation des infrastructures agricoles, etc.) ainsi que l'amélioration des capacités techniques des bénéficiaires et la mise en place de systèmes de crédit-épargne communautaire qui permettront le réinvestissement dans des activités productives.

- **Promouvoir l'accès et la gestion inclusive des ressources naturelles :** Le cluster favorisera les approches qui soutiennent la cohésion sociale et la gestion inclusive des ressources naturelles afin de contribuer à la restauration de la paix (initiatives interconfessionnelles).

Coordination et analyse

Le cluster Sécurité alimentaire, en collaboration avec les autorités étatiques, coordonnera l'action des partenaires concernant l'identification des besoins et les efforts d'intervention. Le cluster facilitera l'analyse (CFSAM, IPC, EFSA, Seed assesment, suivi élevage) participative de la situation de la sécurité alimentaire et un système de surveillance alimenté par tous les partenaires.

Objectifs du cluster

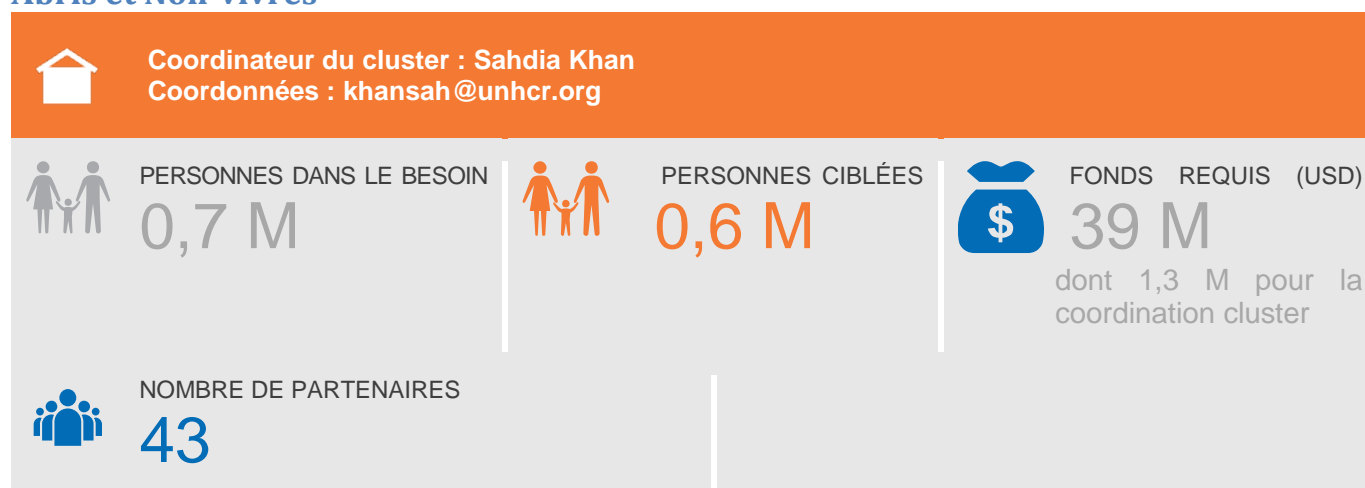
Objectif cluster # 1: Fournir une aide vitale adéquate aux populations en situation d'urgence en assurant l'accès à la nourriture	Appuie l'objectif stratégique 1	
Indicateur	Baseline	Cible
# de personnes en insécurité alimentaire sévère ayant accès de façon régulière à une quantité suffisante et adéquate de nourriture de qualité ⁵	171 474	1 000 000

Objectif cluster # 2: Rétablir les moyens de subsistance des ménages en situation d'urgence et de crise en assurant l'accès aux actifs productifs et aux marchés; augmenter leur résilience en renforçant les structures sociales et économiques	Appuie l'objectif stratégique 2, 4	
Indicateur	Baseline	Cible
% de ménages ayant une activité économique agricole comme principale source de revenu	ND	60%
# de ménages ayant accès à des mécanismes communautaires de renforcement de leurs moyens d'existence	ND	800 000

Objectif cluster # 3: Promouvoir l'accès et la gestion inclusive des ressources naturelles par le dialogue et les opportunités économiques conjointes afin de renforcer les échanges intercommunautaires	Appuie l'objectif stratégique 3	
Indicateur	Baseline	Cible
% d'initiatives en faveur de la cohésion sociale intégrées dans les programmes de réponse en sécurité alimentaire	ND	50%

⁵ La quantité suffisante de nourriture pour un adulte est estimée à environ 2 100 kcales par jour

Abris et Non-vivres



Populations ciblées et critères

Objectif sectoriel 1 : Assurer que les Personnes déplacées internes (PDI) bénéficient d'un abri d'urgence adéquat les protégeant des éléments physiques et qui contribue à assurer leur sécurité, dignité et bien-être : 259 736 personnes.

Les activités de cet objectif (distributions de bâches et construction d'abris collectifs) cibleront les nouveaux PDI ainsi que les PDI dont les abris d'urgence individuels ou collectifs seraient délabrés et nécessiteraient donc un remplacement ou une réhabilitation.

Objectif sectoriel 2 : Assurer que les PDI touchées par la crise ont accès aux biens non alimentaires de base leur permettant de satisfaire leurs besoins essentiels tout en promouvant l'autosuffisance et les stratégies d'adaptation existantes : 153 400 personnes.

Les activités de cet objectif cibleront les nouveaux PDI dans ou en dehors des sites, notamment ceux qui sont hébergés dans les familles d'accueil, ou ceux qui seront identifiables en brousse.

Objectif sectoriel 3 : Assurer que les personnes qui souhaitent retourner, être relocalisées ou s'intégrer localement ont accès à un logement sécurisé en ligne avec le Cadre conceptuel sur les solutions durables pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (IASC 2010) : 178 304 personnes.

Les activités de cet objectif cibleront les retournés. Les ménages seront appuyés dans la reconstruction de leur maison tout en promouvant et en renforçant leur capacité de relèvement. Un appui particulier sera apporté aux retournés locataires ainsi que les personnes qui souhaiteraient se relocaliser ou s'intégrer localement - typiquement au sein des communautés d'accueil et tous les retournés, propriétaires ou locataires, bénéficieront d'un appui sur la thématique Logement, Terre et Biens.

Stratégie du cluster

A la lumière de la situation actuelle en RCA et du scénario le plus probable pour 2015, la réponse du Cluster Abris et Non-vivres se focalisera sur les trois objectifs susmentionnés.

Toutes les activités en lien avec ces objectifs sectoriels respecteront la notion d'équité et porteront la protection des civils au cœur de leur mise en œuvre. Le Cluster priorisera ses réponses en fonction des informations collectées par les mécanismes de suivi de l'UNICEF (RRM) et d'autres partenaires, ainsi que du programme de *Protection Monitoring* de l'UNHCR.

En ce qui concerne les solutions durables, le soutien aux retournés sera complémentaire au potentiel de relèvement déjà observé au sein des ménages centrafricains en général, et auprès des femmes en particulier. En addition, le Cluster Abris et Non-vivres fera du plaidoyer pour une approche intégrée au rétablissement des communautés, principalement à travers des activités promouvant la cohésion sociale et la restauration des services de bases. Ainsi toutes les activités soutenant les retournés dans la reconstruction de leur maison seront mises en œuvre en étroite coordination avec les autres secteurs concernés.

Coordination du cluster

En raison du contexte changeant et afin d'accomplir les objectifs fixés pour 2015, l'équipe de coordination du Cluster devrait renfoncer par un conseiller technique, un co-facilitateur, un chargé de gestion de l'information dédié ainsi qu'un déploiement de personnel dans les zones de province qui seront identifiées comme prioritaires. En addition, un chargé de communication et de plaidoyer pourrait apporter un soutien occasionnel afin d'assurer le développement et la communication autour de la stratégie, des priorités, des outils et des produits ainsi que des messages clefs.

Objectifs du cluster

Objectif cluster # 1: Assurer que les personnes déplacées internes (PDI) bénéficient d'un abris d'urgence adéquat les protégeant de l'environnement et qui contribue à assurer leur sécurité, dignité et bien-être.		Appuie l'objectif stratégique 1	
Indicateurs		Baseline	Cible
1.1. # de PDIs assistées par des distributions de bâches		0	207 320
1.2. # de PDIs assistées par la construction et/ou la réhabilitation d'abris d'urgence collectifs		0	52 416
1.3. # d'infrastructures (sites) réhabilitées suite à leur occupation par des PDIs		0	8

Objectif cluster # 2: Assurer que les personnes touchées par la crise ont accès aux articles non alimentaires de base leur permettant de satisfaire leurs besoins essentiels tout en promouvant l'autosuffisance et les stratégies d'adaptation existantes.		Appuie les objectifs stratégiques 1 et 3	
Indicateurs		Baseline	Cible
2.1. # de PDIs en site (ou en brousse) assistées par des distributions d'articles non alimentaires de base		0	92 700
2.2. # de PDIs en familles d'accueil assistées par des distributions d'articles non alimentaires de base ou par des programmes de transfert monétaire		0	50 400
2.3. # d'articles non alimentaires de base pré positionnés hors Bangui par les partenaires		ND	210 000

Objectif cluster # 3: Assurer que les personnes qui souhaitent retourner, être relocalisées ou s'intégrer localement ont accès à un logement sécurisé en ligne avec le Durable Solution Framework (IASC 2010).		Appuie l'objectif stratégique 4	
Indicateurs		Baseline	Cible
3.1. # de ménages retournés propriétaires ou locataires assistés pour la restitution et la réinstallation dans leur maison à travers des distributions d'articles non alimentaires ou par des programmes de transfert monétaire.		0	26 180
3.2. # de ménages retournés propriétaires ou locataires assistés dans la reconstruction de leur maison		0	18 326
3.3. # de ménages retournés locataires assistés par des programmes de transfert monétaire leur permettant d'assumer leur loyer		0	2 618
3.4. # de ménages assistés dans leur volonté de se relocaliser ou de s'intégrer localement		0	9 481
3.5. # de kits de reconstruction pré positionnés à travers le pays par les partenaires		0	262

Nutrition



Coordinateur du cluster : Francis Ayambaye
Coordonnées : fayambaye@unicef.org



PERSONNES DANS LE
BESOIN

195 788



PERSONNES CIBLÉES

119 900



FONDS REQUIS (USD)

32,9 M

inclus 0,3 M pour la
coordination cluster



NOMBRE DE PARTENAIRES

21

Populations ciblées et critères

Sur la base des résultats préliminaires et partiels de l'enquête nutritionnelle SMART 2014, le cluster nutrition estime qu'à l'échelle nationale, en 2015, le nombre attendu d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère sera de 32 348 enfants et de malnutrition aiguë modérée de 78 335 enfants. Le nombre attendu de femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition aiguë est estimé à 65 223 alors que le nombre attendu de PVVIH malnutris est estimé à 7 600. Ces groupes de personnes sont considérés comme étant les plus vulnérables à la malnutrition.

Catégorie	Besoin	Cible
Enfants <5 ans souffrant de malnutrition aiguë sévère (PDI, retournés et populations vulnérables)	32 348	22 700
Enfants <5 ans souffrant de malnutrition aiguë modérée (PDI, retournés et populations vulnérables)	78 335	47 000
Femmes enceintes et allaitantes malnutris (PDI, retournés et populations vulnérables)	65 223	32 600
Accompagnants d'enfants malnutris aigus sévères avec complications médicales en UNT (PDI, retournés et populations vulnérables)	12 282	10 000
PVVIH malnutris aigus (PDI, retournés et populations vulnérables)	7 600	7 600

Stratégie du cluster

Le cluster nutrition vise une couverture géographique des activités de prise en charge nutritionnelle au niveau national d'au moins 80% des formations sanitaires. Pour ce faire, le cluster concentrera ses efforts immédiats sur les villes et préfectures prioritaires (Bangui, Ouham, Ombella M'Poko, Ouham Pende, Ouaka, Basse-Kotto, Vakaga, Nana-Mambere, Sangha Mbaere et Kemo), et étendra progressivement son action sur les autres préfectures afin d'assurer que les personnes les plus vulnérables, y compris les retournés aient accès aux services minimums de base.

Les stratégies de mise en œuvre sont :

- L'approche de prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë (Community based Management of Acute Malnutrition) sera mise à échelle de manière progressive au niveau du pays en priorisant les zones les plus affectées par la crise.
- La couverture des activités de dépistage de la malnutrition aiguë dans les sites de déplacés et au niveau communautaire sera améliorée, et visera à atteindre au moins 75% des enfants de moins de 5 ans dans les sites couverts par des activités de dépistage.
- L'approche mobile et intégrée avec le traitement sur place des cas de MAM et MAS non compliqués en UNS/UNTA et la référence des cas de MAS compliqués à l'UNT afin d'augmenter la couverture des interventions de prise en charge intégrée de la MAS et de la MAM dans les sites et dans les communautés.

- Les activités d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) en situation d'urgence dans quatre camps de déplacés et dans les communautés seront mises à échelle et renforcées.
- la capacité de coordination de la réponse humanitaire du secteur de la nutrition sera renforcée afin de mieux suivre la situation nutritionnelle et la détection de toute détérioration éventuelle du statut nutritionnel au sein de la population.

Intégration d'autres secteurs

- WASH (développement de la stratégie « WASH in NUT »),
- Santé (intégration du volet prise en charge nutritionnelle dans les cliniques de santé mobiles),
- Protection (intégration des activités de nutrition, et plus particulièrement de l'ANJE, dans les ETAPES/EAE; meilleure intégration du volet psychosociale et sensibilisation VBG dans les activités de nutrition),
- Education (stimulation psychologique des enfants admis en UNT/ ECD),
- Sécurité alimentaire à travers l'intégration des activités ANJE dans les groupements de production féminins et l'appui à la mise en place de jardins potagers au sein des UNT,
- Communication pour le Développement (notamment à travers la promotion des interventions ANJE).

Coordination du cluster

Afin de permettre au cluster d'être plus effective et efficace dans l'accomplissement des objectifs identifiés, le cluster aura besoin d'un Coordonnateur du Cluster, d'un Co-coordonateur et d'un Information Manager.

Objectifs du cluster

Objectif cluster # 1: Assurer un accès équitable à des interventions permettant de sauver des vies en traitant la malnutrition aiguë dans au moins 70 % des populations vulnérables (filles et garçons moins de cinq ans, femmes enceintes et les femmes allaitantes) dans les sites de déplacés internes et dans les communautés hôtes et autres vulnérables.		Appuie l'objectif stratégique 1, 3	
Indicateur		Baseline	Cible
1. % d'enfants de 6 à 59 mois ciblés atteints de malnutrition aiguë sévère (MAS) admis pour des soins thérapeutiques		n/a	≥70%
2. % d'enfants de 6 à 59 mois atteints de malnutrition aiguë modérée (MAM) traités dans des programmes de supplémentation alimentaire		n/a	≥60%

Objectif cluster # 2: Prévenir la détérioration de l'état nutritionnel d'au moins 80% des populations vulnérables (filles et garçons, femmes enceintes et allaitantes).		Appuie l'objectif stratégique 1, 3	
Indicateur		Baseline	Cible
1. % d'enfants de 6 à 59 mois ayant été supplémentés en vitamine A		n/a	≥80%
2. % de femmes enceintes et allaitantes ayant été supplémentées (fer/acide folique, blanket feeding)		n/a	≥80%

Objectif cluster # 3: Rendre disponible et en temps opportun, des données nutritionnelles complètes et désagrégées avec une meilleure collecte et gestion des données hebdomadaires et mensuels, complétées par des enquêtes de nutrition et des évaluations rapides		Appuie l'objectif stratégique 1, 3	
Indicateur		Baseline	Cible
1. % de complétude des rapports		62%	>80%
2. # de rapport d'analyse de la situation nutritionnelle (rapport trimestriel)		n/a	4

Coordination et Gestion des sites (CCCM)



Coordinateur du cluster : Oriane Bataille
Coordonnées : bataille@unhcr.org



PERSONNES DANS LE
BESOIN

171 000



PERSONNES CIBLÉES

171 000



FONDS REQUIS (USD)

12,9 M

inclus 0,8 M pour la
coordination cluster



NOMBRE DE PARTENAIRES

10

Populations ciblées et critères

En 2015, le cluster CCCM prévoit de mener des activités de gestion de sites en faveur de 171 000 personnes déplacées internes estimées qui résideront dans les sites de déplacés en Centrafrique, soit l'intégralité de la population dans le besoin.

Stratégie du cluster

Des équipes de gestion de sites mobiles seront déployées dans 8 zones comptant chacune plusieurs sites de déplacés (Boda, axes et zones Bouca-Batangafo, Kaga Bandoro, axes et zones Bambari-Grimari-Ngakobo, zone Kabo-Moyenne Sido, Bangui (dans les sites les plus peuplés), Obo et Zemio). Se basant sur le scénario retenu, le cluster envisage qu'une autre zone nécessitant un projet de gestion de sites pourrait s'ajouter en cours d'année. Les activités de gestion comprennent le profilage des personnes déplacées vivant dans les sites, la coordination de l'assistance et de la protection dans les sites, le monitoring de l'assistance et de la protection, la mobilisation communautaire, y compris la communication avec les déplacés et la gestion des plaintes, l'évaluation des risques, le plaidoyer en faveur de la sécurité dans les sites, la mise en œuvre d'activités d'entretien et de maintenance basiques dans les sites, des enquêtes sur les intentions de retour des personnes déplacées, l'accompagnement vers les solutions durables ainsi que le démantèlement et la fermeture des sites.

Une équipe de facilitation de sites sera déployée à Bangui dans les sites les moins peuplées, en supplément des équipes de gestion de site précédemment citées. Les activités de facilitation de sites comprennent le monitoring de l'assistance et de la protection dans les sites, des enquêtes sur les intentions de retour des personnes déplacées et l'accompagnement vers les solutions durables. Les sites non-gérés et non-facilités seront coordonnés à travers des partenaires locaux et des missions sur le terrain, ce qui permettra de coordonner la protection et l'assistance dans ces sites, d'assurer le monitoring de l'assistance et de la protection, de mettre en place des structures communautaires représentatives, d'évaluer les risques et de faire le plaidoyer pour la sécurité.

En cas de nécessité et après validation par la communauté humanitaire, des sites alternatifs pourront être aménagés en coordination avec les autres clusters pour offrir des conditions de vie dignes et sûres à la population déplacée qui n'a pas d'autre option. La coopération avec le gouvernement et les autorités locales sera renforcée, notamment dans le cadre de l'identification et la mise en œuvre des solutions durables pour les personnes déplacées.

Coordination du cluster

La coordination du cluster sera assurée par un/e coordinateur/trice et un/e coordinateur/trice adjoint/e qui seront assistés d'un/e coordinateur/trice technique en charge de faire le suivi sur le terrain et d'un assistant (également point focal pour les activités de formation afin d'améliorer les interventions des acteurs et des partenaires du cluster CCCM dans les sites). La gestion de l'information relative aux sites et aux personnes déplacées qui y résident sera assurée par une personne dédiée.

Objectifs du cluster

Objectif cluster # 1: La protection et l'assistance à toutes les populations déplacées dans les sites sont évaluées et coordonnées et les lacunes référées aux différents clusters, afin de répondre aux besoins vitaux.		Appuie les objectifs stratégiques 1, 2 et 3	
Indicateurs		Baseline	Cible
1. # de déplacés vivant dans les sites qui sont profilés		ND	154 000
2. # de déplacés vivant dans les sites qui ont accès aux services de base.		ND	171 000
3. # de déplacés qui bénéficient d'un monitoring régulier de l'assistance et de la protection dans les sites		ND	171 000
4. # de formations CCCM organisées pour les acteurs et partenaires du cluster CCCM.		ND	10

Objectif cluster # 2: Des structures représentatives de communication et de leadership sont en place dans les sites et toutes les populations affectées sont impliquées, en particulier les personnes à besoins spécifiques (en ligne avec le cadre de redevabilité aux populations affectées et l'approche AGDM)		Appuie les objectifs stratégiques 1, 2 et 3	
Indicateur		Baseline	Cible
1. # de déplacés représentés par des comités directeurs et comités sectoriels mis en place dans les sites (au moins un comité directeur et 2 comités sectoriel par site).		ND	171 000
2. # de déplacés vivant dans les sites qui ont accès à au moins un mécanisme de plainte.		ND	154 000
3. # de déplacés qui bénéficient d'une stratégie de communication participative mise en place dans les sites.		ND	154 000

Objectif cluster # 3: Les sites offrent des conditions de vie dignes et sûres et un environnement protecteur aux déplacés qui y ont trouvé refuge.		Appuie les objectifs stratégiques 1, 2 et 3	
Indicateur		Baseline	Cible
1. # de déplacés qui bénéficient d'un monitoring régulier de la sécurité et des facteurs de risques dans les sites, avec des mesures correctives qui sont mises en place.		ND	171 000
2. # de nouveaux sites aménagés en dernier recours, en coordination avec les autres clusters		ND	10
3. # de déplacés qui bénéficient d'activités d'entretien et de maintenance basiques régulières dans les sites, en coordination avec les autres clusters.		ND	154 000

Objectif cluster # 4: L'accès aux solutions durables pour les personnes déplacées dans les sites est assuré à travers un partage d'information efficace et en coordination avec les autres acteurs humanitaires, de développement et les autorités, ainsi que le démantèlement et la fermeture des sites.		Appuie les objectifs stratégiques 3, 4	
Indicateurs		Baseline	Cible
1. # de déplacés qui bénéficient d'une stratégie de soutien pour l'accès aux solutions durables dans les sites (communication, 'go and see visits', rencontres avec des acteurs humanitaires, de développement et les autorités, etc.).		ND	164 000
2. # de déplacés interrogés au moins une fois sur leurs intentions de retour dans les sites.		ND	164 000
3. # de déplacés vivant dans des sites où une stratégie de démantèlement et fermeture de site est développée et mise en œuvre au fur-et-à-mesure du départ des déplacés.		ND	154 000

Education



Coordinateur du cluster : SERVAS Nicolas et KAMALO Come
Coordonnées : nservas@unicef.org et



PERSONNES DANS LE BESOIN

1,4 M



PERSONNES CIBLÉES

0,5 M



FONDS REQUIS (USD)

29,9 M

inclus 0,4 M pour la coordination cluster



NOMBRE DE PARTENAIRES

40

Populations ciblées et critères

Les interventions des membres du Cluster répondront en priorité aux situations de relocalisation, déplacement et retour à l'école pour les enfants et jeunes âgés de 3 à 24 ans. Les sites de déplacement où auront lieu les interventions seront priorisés sur la base du nombre d'enfants déplacés, l'évolution de la population sur les sites et en fonction des seuils suivants : plus de 250 enfants déplacés pour une durée supérieure à six semaines (le site doit être établi, avec une indication tangible que les déplacés vont rester sur le site pour au moins trois mois, pas d'incident sécuritaire majeur durant les six semaines précédant l'intervention). Pour les activités de retour à l'école les critères suivants seront appliqués pour cibler les écoles prioritaires : 1) sécurité assurée au niveau de la sous-préfecture ; 2) présence du directeur et d'une APE opérationnelle ; 3) moins de 80% des enseignants sont de retour ; 4) 50% d'enseignants qui encadrent plus de 55 élèves par classe ; 5) moins de 60% des élèves sont de retour ; 6) 30% d'enfants qui doivent parcourir plus de 4km pour accéder à l'école. Ces chiffres pourront être révisés selon le niveau de couverture de la réponse et du financement.

Stratégie du cluster

Les violences qui ont précédé et suivi le coup d'état de mars 2013 ont entraîné une succession de paralysies temporaires du système éducatif centrafricain et ont fait perdre jusqu'à deux années de scolarisation aux enfants des zones les plus touchées par les exactions des différents groupes armés et les déplacements. L'annonce par le MENET (Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique) de la reprise des activités scolaires en mars 2014 et le paiement plus régulier des salaires ont été accompagnés de certains progrès puisque le taux d'écoles ouvertes est passé de 35 à 41% entre février et juin 2014⁶. C'est surtout dans la capitale et sa périphérie, le long des grands axes (essentiellement dans les parties ouest et sud-est du pays) dans les chefs-lieux et périphéries de chefs-lieux que les écoles ont fonctionné ces derniers mois. A l'inverse, le centre, le nord, l'est, et les axes secondaires dans le nord et l'ouest du pays restent marqués par les violences, l'insécurité, le déplacement temporaire de dizaines de milliers de personnes et leurs conséquences sur l'éducation : écoles fermées, occupées, élèves et enseignants déplacés. Dans les camps de déplacés de Bangui, les parents d'élèves du primaire ont toujours peur d'envoyer leurs enfants dans les écoles où ils étaient inscrits et la très grande majorité des écoles des 3^{ème} et 5^{ème} arrondissements restent fermées. Par ailleurs, les écoles de Bangui accueillent un nombre important d'enfants déplacés des camps à proximité, mais aussi des différentes préfectures.

L'objectif principal du cluster est de rendre aux enfants leur droit à apprendre, qu'ils puissent continuer à développer leur potentiel cognitif, social et psychologique. Si le cadre politique et sécuritaire le permet, les

⁶ Sources : cluster Education en RCA, *Etat de l'éducation en RCA*, février 2014 ; Ministère de l'Education, *Situation de la reprise des activités scolaires par inspection académique*, juillet 2014.

interventions du cluster devraient aussi contribuer à rétablir un minimum de normalité pour les familles dans les zones pacifiées et à consolider le tissu social du pays durant la période de transition. Cet appui se fera à travers deux grands domaines complémentaires : 1) fourniture de solutions éducatives temporaires pour les enfants déplacés, relocalisés, et ceux ayant rejoint leurs écoles en cours d'année (niveaux pré-primaire, primaire et secondaire) et 2) soutien à la reprise normale des activités scolaires en lien avec la stratégie du MENET dans ce domaine. Les activités d'appui psychosocial, l'éducation aux compétences pour la vie et à la cohésion sociale seront menés à la fois dans le cadre des activités d'urgence et du soutien à la reprise de l'éducation formelle. Toutes les activités du cluster seront menées en lien étroit avec la stratégie et les interventions du MENET.

Coordination du cluster

En raison du niveau de l'urgence la coordination sera assurée par deux coordinateurs (UNICEF et agence co-lead) et un/e spécialiste en gestion de l'information, aux niveaux géographiques et thématiques (programmes éducatifs, réponses adaptées aux âges des bénéficiaires, soutien et formation des enseignants, Espaces Temporaires d'Apprentissage). Cette coordination se fera principalement par le biais de la recherche, l'analyse et le partage de l'information, des réunions pour définir les orientations du travail du cluster, et des groupes de travail pour développer les outils nécessaires aux interventions en lien avec le Ministère de l'Éducation.

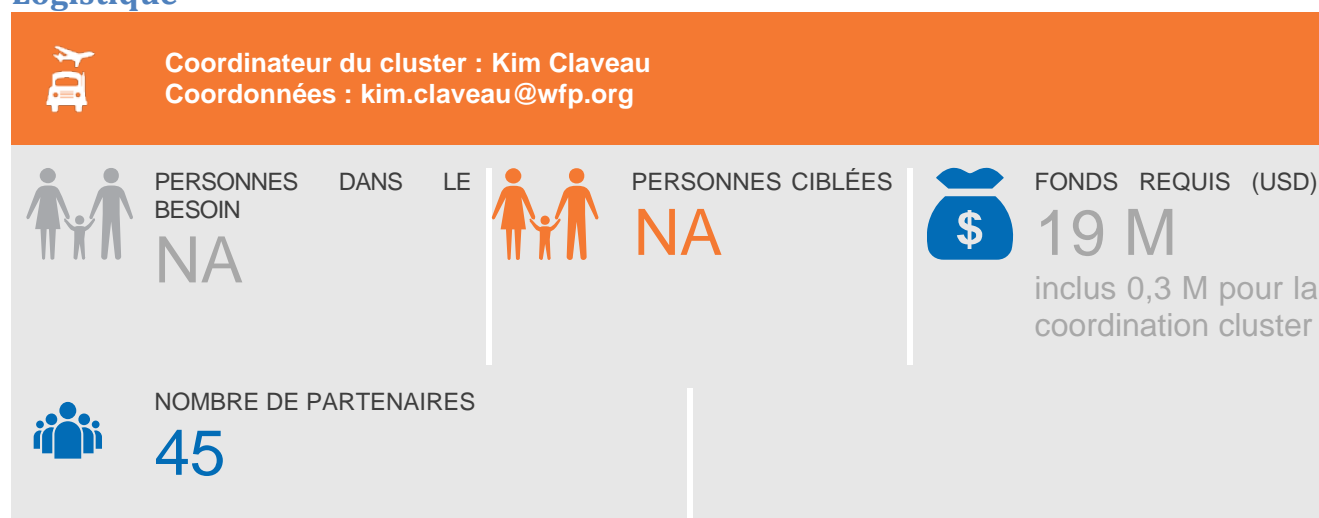
Objectifs du cluster

Objectif cluster # 1: Assurer l'accès à l'éducation et la rétention des jeunes enfants, enfants, adolescents et jeunes dans tous les sites où il n'y a pas d'écoles formelles : sites de déplacement, de relocalisation et pour les déplacés en zone rurale		Appuie les objectifs stratégiques 1 et 2	
Indicateur		Baseline	Cible
1. # d'enfants et jeunes déplacés ayant bénéficié d'activités éducatives dans les espaces temporaires d'apprentissage et écoles d'accueil (données désagrégées par sexe et par âge);		40 000	60 000
2. # d'enfants et jeunes déplacés ayant bénéficié des activités de soutien psychosocial, mécanismes de protection et des formations aux messages qui sauvent des vies (données désagrégées par sexe et par âge);		40 000	60 000
3. # d'enfants ayant bénéficié des activités pour la petite enfance et la distribution de matériels de jeu (données désagrégées par sexe).		8 300	12 500

Objectif cluster # 2: Renforcer l'accès à l'éducation et la rétention des enfants d'âges pré-primaire, primaire et secondaire dans les écoles de retour		Appuie les objectifs stratégiques 2 et 4	
Indicateur		Baseline	Cible
1. # d'élèves inscrits en septembre 2012 qui sont retournés dans les écoles (données désagrégées par sexe et par âge) ;		333 000	568 500
2. # d'élèves inscrits en janvier 2015 qui participent aux examens de la fin de l'année scolaire 2014-2015 ;		322 250	550 000
3. # d'enseignants titulaires qui sont retournés et restent à leur poste d'affectation (données désagrégées par sexe).		2 400	3 500

Objectif cluster # 3: Promouvoir l'accès à l'éducation, y compris la formation professionnelle, des adolescents et jeunes qui n'ont jamais bénéficié d'opportunités éducatives ou sont en dehors du système éducatif		Appuie l'objectif stratégique 4	
Indicateur		Baseline	Cible
1. # de jeunes (15-24 ans) ayant bénéficié d'activités éducatives de base : alphabétisation, calcul (données désagrégées par sexe) ;		500	10 000
2. # de jeunes (16-24 ans) ayant bénéficié d'activités de formation professionnelle (données désagrégées par sexe).		500	2 000

Logistique



Populations ciblées et critères

Le cluster logistique va appuyer les activités de coordination, poursuivre la collecte et le partage d'informations logistiques essentielles (transport, entreposage, achats locaux) afin de s'assurer que les acteurs humanitaires soient en mesure de mutualiser leurs ressources matérielles et optimiser leurs efforts afin de permettre la réponse multisectorielle aux bénéfices de l'ensemble des populations vulnérables.

Stratégie du cluster

Le cluster logistique a pour objectif de supporter la communauté humanitaire afin d'optimiser la libre circulation des moyens humains et matériels nécessaires pour sauver des vies.

Infrastructures

Seulement 700 km de routes sont asphaltées sur les 24 000 km existantes en RCA. Un manque de moyens des services publics de l'état compétents dans ce domaine et deux années de conflits ont aggravé le mauvais état général des routes. En saison des pluies plusieurs axes sont impraticables par route. Les infrastructures sont dans un état de délabrement très avancé et les utilisateurs des routes ne respectent pas les préconisations techniques de charge sur les ponts et les barges, ce qui contribue à la détérioration rapide de ces infrastructures.

Il importe afin de maintenir la capacité de déplacement de la communauté humanitaire (matériel et personnel) de réparer rapidement les infrastructures déjà endommagées - et celles qui viendront à se dégrader - selon les règles locales en vigueur. La mise en place d'une brigade d'intervention mobile - formée d'une équipe d'expert et d'équipement adéquat - pourra précisément assurer la réhabilitation de ces infrastructures critiques et un rétablissement de l'accès humanitaire dans les meilleurs délais.

Compte tenu de l'état des routes et de la volatilité de la situation lors des déplacements par route en RCA, l'acheminement du personnel et du cargo par voie aérienne reste essentiel en 2015. UNHAS est l'opérateur le plus fiable en RCA, avec 2 LET ayant une capacité de 13 sièges (ou 1,2 MT de cargo) et un DASH 8 ayant une capacité de 28 sièges et qui peut prendre jusqu'à 1,5 TM de cargo. UNHAS opère vers 27 destinations en RCA et assure aussi la liaison avec Douala.

L'approvisionnement en carburant demeure une préoccupation par sa complexité et ses coûts anormalement élevés dus au manque de capacité dans le pays et à la nécessité d'importer des futs en provenance du Cameroun. Sans oublier les coûts de transport interne pour l'acheminement des futs sur le terrain. Le prix du carburant JETA1 en RCA est trois fois plus élevé, jusqu'à 8\$ le litre, que les autres opérations UNHAS. Une autre contrainte s'ajoute au bon fonctionnement du service, l'entretien des pistes d'atterrissage. Il est primordial à un service de qualité et à la sécurité des utilisateurs de pouvoir faire l'entretien régulier des pistes d'atterrissage en brousse dont l'état se dégrade rapidement.

Entretien des véhicules : le nombre de camions de transporteurs privés disponibles sur le marché local a diminué de façon importante depuis les événements de décembre 2013 et les conditions ne sont pas encore réunies pour

que la tendance s'inverse. Les délais de livraison restent difficilement prévisibles (panne de véhicules et état des routes conjugués), les prix sont très élevés (peu de concurrence et importante prise de risque lors des déplacements), le manque de fiabilité et le peu de qualité des services fournis par les transporteurs sont généralement à déplorer.

Un des principaux besoins identifiés par les partenaires est l'entretien des véhicules (légers et lourds). Les acteurs économiques locaux rencontrent d'importants problèmes d'approvisionnement de pièces détachées (quantité, qualité et délais d'acheminement des pièces) pour permettre aux partenaires d'effectuer la maintenance et les réparations des véhicules— et ce sans prendre en considération l'impact du mauvais état des routes sur les véhicules. Il est à noter que les pièces détachées sont parfois introuvables et que les compétences techniques locales pour effectuer un service de réparation efficace et de qualité sont rares. Un atelier de mécanique permettant aux partenaires humanitaires d'avoir accès à un service de qualité et à un réseau d'achat de pièces détachées bien structuré et efficace semble essentiel pour améliorer et renforcer la réponse humanitaire.

Développement des capacités : de manière générale le cluster a constaté un important manque de qualifications techniques des mécaniciens et des chauffeurs. Des formations techniques spécifiques dans certains domaines d'activités (conduite/mécanique véhicules légers/lourds) sont nécessaires afin de développer le niveau de compétence des mécaniciens et des chauffeurs des partenaires.

Coordination du cluster

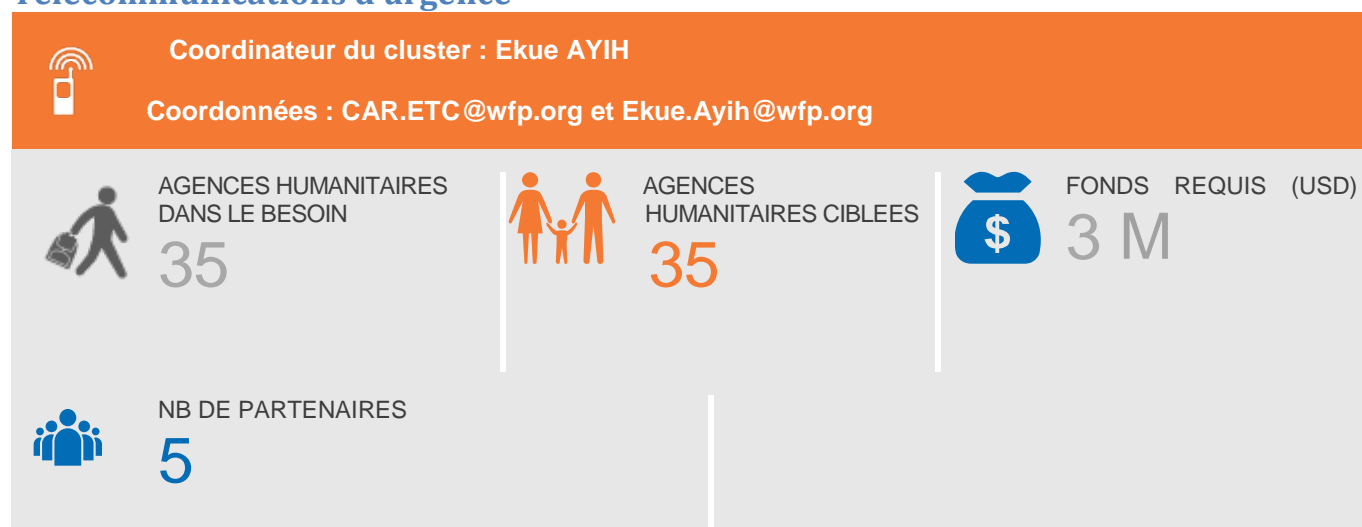
Le cluster logistique coordonne et partage les informations pertinentes et utiles avec les partenaires dans le but de mutualiser et d'optimiser l'utilisation des ressources matérielles et humaines disponibles dans le pays. Cette activité est essentielle dans le contexte de la Centrafrique

Objectifs du cluster

Objectif cluster # 1: Améliorer l'accès aux humanitaire pour qu'ils puissent atteindre leur bénéficiaires.		Appuie l'objectif stratégique 3	
Indicateur		Baseline	Cible
1. La réhabilitation de ponts, barges et tronçons de route endommagés		n/a	10-15
2. Mise en place d'un atelier mécanique et centre de formation professionnelle		n/a	1
3. # de camions et véhicules réparés pour les acteurs logistiques		n/a	20
4. # de personne formées lors de la première session de formations		n/a	30
5. Mise en place de la centrale d'achat de pièces détachées		n/a	1

Objectif cluster # 2: Assurer le transport aérien pour les utilisateurs de la communauté internationale		Appuie l'objectif stratégique 3	
Indicateur		Baseline	Cible
1. # moyen de passagers transportés par mois		1 590	2 500
2. Quantité moyenne de cargo transporté par mois		25	30 MT
3. % des demandes d'évacuation médicale ou sécuritaire réalisées		100%	100%
4. # de pistes entretenues régulièrement sur l'année (Rafai, Obo, Kaga Bandoro, Tiringourou, Ndlélé)		ND	28

Télécommunications d'urgence



Populations ciblées et critères

N'ayant pas comme bénéficiaires les populations affectées par la crise mais plutôt les agences de l'ONU et les ONGs, le Cluster Télécommunications d'Urgence (ETC) apporte un soutien technique aux organisations humanitaires pour la mise en œuvre du PRH/SRP. Les services de télécommunications mis à la disposition de la communauté humanitaire soutiennent donc l'ensemble des objectifs stratégiques du PRH/SRP.

Stratégie du cluster

L'objectif principal du Cluster Télécommunications d'Urgence est de fournir les services de télécommunications liées à la sécurité et des services de connectivité de données (Internet) à la communauté humanitaire dans la nouvelle base qui sera ouverte à Bria; d'avoir les ressources nécessaires pour répondre au besoin éventuel et urgent de services de connectivité de données (Internet) dans deux localités ; et d'assurer le renforcement, la continuité ainsi que la maintenance des services dans les villes où ils existent déjà, à savoir Bangui, Bossangoa, Bouar, Paoua, Bambari, Kaga-Bandoro, N'Délé et Zémio.

De plus, le cluster prévoit de déployer une solution d'alimentation en énergie hybride pour les sites de Paoua et de Bouar.

Coordination du cluster

Le Coordonnateur et son équipe vont assurer la gestion du projet, l'organisation et la facilitation des différentes réunions du cluster, la gestion de l'information ainsi que la coordination administrative et logistique des équipements, services, et du personnel déployés tout au long de l'année.

A la fin du projet, le cluster organisera une évaluation afin de tirer les leçons apprises.

Objectifs du cluster

Objectif cluster # 1: Fournir une structure de coordination afin de joindre les efforts et éviter toute duplication entre les organisations humanitaires		Appui l'objectif stratégique 1	
Indicateur		Baseline	Cible
1. Site Internet opérationnel et mis à jour régulièrement permettant la collaboration et le partage d'information		0	1
2. % d'utilisateurs indiquant être satisfaits des services ETC lors des sondages envoyés.		0	80%

Objectif cluster # 2: Fournir un environnement opérationnel de télécommunications liées à la sécurité pour améliorer la sécurité des employés et des biens des organisations		Appui l'objectif stratégique 1, 2, 3 et 4	
Indicateur		Baseline	Cible
1. # de zones opérationnelles couvertes par les réseaux de télécommunications liées à la sécurité		6	9
2. # d'employés humanitaires formés à l'utilisation du système ETC par un formateur professionnel en radiocommunication ou une personne ayant suivi la formation « Radio Training for Trainer ».		100	400
3. Revue du plan de fréquences VHF pour éliminer les risques d'interférences et éventuellement mettre à disposition plus de canaux pour faciliter les opérations des humanitaires		0	1
Objectif cluster # 3: Fournir un environnement opérationnel d'accès à Internet pour permettre l'échange d'information nécessaire au bon fonctionnement des opérations et à la prise de décisions		Appui l'objectif stratégique 1, 2, 3 et 4	
Indicateur		Baseline	Cible
1. # de zones opérationnelles couvertes par les réseaux de données (accès à Internet).		7	8
2. # de zones communes pour lesquelles le cluster est prêt à répondre et fournir des services de connectivité de données (accès à Internet).		0	2
Objectif cluster # 4: Déployer une solution d'alimentation électrique en énergie hybride		Appui l'objectif stratégique 1, 2, 3 et 4	
Indicateur		Baseline	Cible
1. # de sites déployés		0	2

Intervention auprès des réfugiés



Coordinateur du cluster : KOUASSI LAZARE ETIEN
Coordonnées : ETIEN @unhcr.org



PERSONNES DANS LE
BESOIN

8 000



PERSONNES CIBLÉES

8 000



FONDS REQUIS (USD)

11,2 M



NOMBRE DE PARTENAIRES

5

En 2015, le HCR aura sous son mandat les réfugiés et demandeurs d'asile en milieu urbain (Bangui) et les réfugiés en milieu rural, essentiellement dans les 2 camps de Zemio et Pladama Ouaka. À ces deux types de populations, le HCR assurera la Protection Internationale, leur fournira une assistance multi sectorielle, et procèdera à la recherche de solutions durables en leur faveur. Ces activités seront menées en collaboration avec les autorités centrafricaines, notamment la Commission Nationale pour les Réfugiés, le partenaire gouvernemental du HCR, ainsi que les partenaires le PAM, IMC, COOPI et DRC.

Populations ciblées et critères

Réfugiés en milieu rural : En 2015, le HCR assurera la protection et l'assistance dans les camps de Pladama Ouaka à Bambari et de Zemio. Le camp Bambari abrite 1.801 personnes de nationalité soudanaise, ayant fui la crise du Darfour. Quant au camp de Zemio, et les localités de Obo et Mboki, ils abritent des réfugiés ayant fui l'activisme de la LRA en RDC. Ces réfugiés sont au nombre de 3.388 pour le camp et de 590 pour les localités de Obo et de Mboki. Les réfugiés bénéficient de la protection en terme de liberté de circulation, de documentation, de recherche de solutions durables et d'une assistance en abris, santé, éducation, et formation professionnelle.

Réfugiés urbains : L'exercice de vérification mené en 2014 a révélé une baisse du nombre des réfugiés urbains qui est dorénavant de 1.676 réfugiés et 365 demandeurs d'asile. Ils proviennent majoritairement de la RDC, du Tchad et du Soudan. Ils résident à Bangui et bénéficient de la protection en terme de liberté de circulation, de documentation et de recherche de solutions durables; l'assistance en milieu urbain est ciblée vers les personnes vulnérables, et l'accent est mis sur les initiatives visant à leur auto prise en charge.

Stratégie

En 2015 la priorité sera donnée à la promotion du droit des réfugiés. Un des axes de cette promotion passe par des plaidoyers et la formation des autorités. Ces activités qui ont débuté en 2014 se poursuivront en 2015. En effet avec la crise qu'a connue la RCA, les réfugiés et demandeurs d'asile ont subi de nombreuses violations de leurs droits. Ils ont été victimes d'arrestations arbitraires, de vols et pillages, d'enlèvements avec demande de rançon par des groupes armés, mais aussi de discrimination du fait de leur nationalité. Certains parmi eux ont été, par ignorance, privé de leur droit au travail. Il apparaît ainsi une lacune en ce qui concerne les droits, les devoirs et la notion de réfugié.

2015, sera une année électorale, qui pourra conduire à des changements dans les administrations ; d'où la nécessité de poursuivre et de renforcer ces activités de renforcement de capacités des autorités. Elles seront exécutées en même temps que celle du suivi et de la réponse aux cas de violations des droits des réfugiés, avec non seulement le partenaire gouvernemental, mais aussi avec les autres partenaires, et dans le cadre général des mesures de sortie de crise qui seront mises en place au niveau national.

En vue de la relance du processus de Détermination du Statut de Réfugié, suspendue depuis 2009, et en réponse au plaidoyer fait, le Ministre de la Sécurité a procédé à la nomination des membres de la sous-commission d'éligibilité, et de la commission de recours. Ces membres ont été formés, et une session d'éligibilité est prévue avant la fin de l'année 2014, afin de s'assurer de la bonne qualité des décisions rendues, et de l'impact de cette formation. Cette reprise pourra permettre la mise en application de la clause de cessation pour certaines nationalités, ainsi que celle de la procédure d'exemption. Les exercices de vérification menés en 2014, ont permis de conclure à une baisse significative des chiffres des réfugiés en RCA, conséquence de l'insécurité qui perdure. La crise actuelle a aussi pour conséquence une plus grande paupérisation des réfugiés, les rendant ainsi plus dépendants de l'aide humanitaire. Tous les réfugiés adultes sont dotés d'un document d'identité et tous les enfants sont déclarés à l'état civil. Il s'agit ainsi de garantir leur liberté de circulation de réduire aussi les risques d'apatridie. La délivrance des titres de voyage biométriques selon les normes internationales sera effective en 2015. Au titre des solutions durables, la priorité continuera d'être donnée au rapatriement en milieu urbain et dans le camp de Zemio. Il faut noter que cette solution a été mise en œuvre avec succès pour le camp de Batalimo, pour lequel plus de 6.000 réfugiés ont pu être rapatriés en toute dignité et sécurité. Pour le camp de Zémio, des départs spontanés ont été enregistrés en 2014. Pour le camp de Bambari, vu l'insécurité qui sévit dans cette localité, la relocalisation des réfugiés est envisagée dans un des pays voisins de la RCA (Tchad, République du Congo ou la République Démocratique du Congo), le temps de pouvoir mettre en œuvre une solution sur le long terme. Quant à la réinstallation, elle sera mise en œuvre soit de manière individuelle soit comme solution de groupe, pour ceux des réfugiés qui ne peuvent rentrer, soit du fait de la situation dans le pays d'origine, soit de la persistance de craintes. Pour ce qui est de l'intégration locale, les pourparlers et contacts avec les autorités se feront dans l'optique de trouver une solution.

Objectifs

Objectif # 1: Assurer la protection aux réfugiés et demandeurs d'asile en zones urbaines et rurales.		Appuie l'objectif stratégique 2 et 3	
Indicateur		Baseline	Cible
1. # de demandeurs d'asile qui n'ont pas obtenu leur statut de réfugiés conformément aux procédures de détermination du statut de réfugié avec les normes minimales de procédures internationales.		365	0
2. # de réfugiés victimes connues de violence sexuelle et sexiste appuyés		30	100
3. # de réfugiés ayant reçu un document individuel de protection		5 000	8 000

Objectif # 2: Assurer l'assistance multi sectorielle aux réfugiés et demandeurs d'asile en zones urbaines et rurales.		Appuie l'objectif stratégique 3	
Indicateur		Baseline	Cible
1. # de réfugiés et demandeurs d'asile qui ont accès aux soins de santé primaires		7 058	8 000
2. # de réfugiés et demandeurs d'asile, actifs, (18-59 ans) ayant leur propre affaire ou travaillant comme indépendants depuis plus de 12 mois		0	3 414
3. # d'enfants en âge d'aller à l'école primaire scolarisés dans l'éducation primaire		3 886	4 271
4. # de réfugiés et demandeurs d'asile handicapés ayant accès à des services liés à leurs besoins spéciaux		108	108

Objectif # 3: Assurer la mise en œuvre de solutions durables aux réfugiés et demandeurs d'asile des zones urbaines et rurales.		Appuie l'objectif stratégique 4	
Indicateur		Baseline	Cible
1. Identification et approbation d'une stratégie globale pour la recherche de solutions		Non	Oui
2. # de réfugiés et demandeurs d'asile ayant l'intention de retourner chez eux qui ont été volontairement rapatriés.		6 000	8 000



United Nations

www.unocha.org/car
<http://car.humanitarianresponse.info>
Twitter: @OCHA_CAR
Facebook: UNOCHA